



Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

L'économie mondiale s'effondre L'AVENIR EST AU PROLETARIAT, PAS AU CAPITALISME

■ Lors de l'effondrement du mur de Berlin, certains allemands de l'Est embrassaient le sol de l'Allemagne de l'Ouest en signe de joie et de bonheur. Ils croyaient laisser derrière eux, le tremblement de terre économique qui ruinait leur vie matérielle. Mais ceux qui s'en donnaient la peine pouvaient déjà percevoir, sur leurs lèvres, que de ce côté-ci du mur, la terre tremblait aussi... et de plus en plus fortement.

Au moment même où le "rideau de fer" s'effondre, alors qu'une gigantesque campagne idéologique mondiale vante les vertus infinies du capitalisme de marché et sa "victoire sur le communisme et le marxisme", les bourses, ces temples de la "libre entreprise" occidentale, cèdent de plus en plus fréquemment à la panique ; la plus vieille puissance capitaliste, la Grande-Bretagne, et la plus puissante d'entre elles, les Etats-Unis, s'enfoncent dans une nouvelle récession ; le modèle des modèles, le système suédois, la synthèse parfaite de l'efficacité capitaliste et de la "générosité socialiste" se prépare à imposer une cure d'"austérité" sans précédent à ses travailleurs (voir article p. 3) ; le "miracle économique" que doit provoquer l'ouverture des pays de l'Est ne se traduit pour le moment que par des attaques inouïes aux conditions d'existence des travailleurs de ces pays - les plus avancés dans "l'ouverture", la Pologne et la Hongrie, sont les plus frappés (1) - et par de nouvelles difficultés financières pour les capitaux occidentaux, qui doivent fournir de nouveaux crédits alors qu'ils sont déjà noyés dans les dettes et de plus en plus à court de liquidités.

LES SIGNES D'UNE NOUVELLE RECESSION OUVERTE

Les violentes secousses que subissent les bourses du "monde libre" depuis l'automne dernier, (aujourd'hui les journalistes parlent de "krach rampant") ne sont qu'une manifestation du grippage croissant de la machine économique occidentale. Les signes de ce nouveau ralentissement violent ne manquent pas, en particulier dans l'économie du pays qui joue le rôle de locomotive pour tous les autres : les Etats-Unis. Les deux dernières grandes récessions ouvertes de l'économie mondiale, 1975 et 1982, ont eu comme point de départ l'effondrement de la croissance américaine. Or celle-ci connaît depuis un an un ralentissement inéquivoque.

D'après la définition de l'administration américaine, il faut

deux trimestres consécutifs de croissance négative du produit national brut pour qu'il y ait officiellement "récession". Ce point n'est pas encore statistiquement atteint, mais les chiffres du quatrième trimestre 89, qui après un an de ralentissement frisent le zéro, indiquent que cela ne saurait trop tarder.

A la fin de l'année, la croissance industrielle, tout comme celle du PNB, était nulle. Les entreprises américaines ont vu leurs bénéfices s'effriter au cours de l'année 89 : -6 % en moyenne pour l'ensemble de l'année, avec une accélération en fin de période : -14 % au cours du 4ème trimestre. Ce n'est là qu'une moyenne : dans beaucoup de secteurs les baisses sont beaucoup plus importantes, en particulier dans les secteurs "dynamiques", tels l'informatique (IBM, -30 %) ou le secteur bancaire. Le nombre de faillites en 1989 est relativement moins important qu'en 1986, mais la masse de capitaux sinistrés a plus que quintuplé (70 milliards de dollars contre 12,7 trois ans auparavant). Dans le secteur immobilier, qui, comme partout, a été l'objet des plus vives spéculations, les valeurs s'effondrent menaçant la solvabilité de pans entiers du premier centre capitaliste de la planète.

Pas de profit pour le capital, pas de travail pour les prolétaires. Le capital ne produit pas pour satisfaire les besoins humains, mais pour le profit. Au 4ème trimestre 89, les investissements ont chuté de 1 %. Dans quasiment tous les secteurs les licenciements se multiplient. A Detroit, le coeur de l'industrie automobile américaine, les suppressions d'emplois annoncées se comptent par dizaines de milliers. La situation est encore pire dans le secteur financier qui a pourtant déjà perdu 20 % de ses effectifs en trois ans. Dans le secteur de l'armement, bouleversé par l'effondrement du bloc de l'URSS, les réductions des dépenses se traduisent déjà par des licenciements importants (Boeing, par exemple) et ce n'est qu'un début. Or, ce secteur fut le véritable débouché de la "croissance" américaine des années 80 et faisait vivre directement ou indirectement près de 9 millions de travailleurs aux Etats-Unis.

Le capital britannique, le plus vieux et expérimenté du monde, le plus spectaculaire partisan du "retour au libéralisme capitaliste" connaît une situation analogue. Pour la première fois depuis 5 ans, au cours de 1989, les faillites ont recommencé à se multiplier, touchant plus particulièrement le sud-est du pays, qui avait été "la zone la plus dynamique"

ces dernières années. Mais c'est l'ensemble de l'activité économique qui se ralentit et fait annoncer par les "experts" une nouvelle récession imminente. Ici aussi, les plans de réduction des dépenses militaires se traduisent par l'annonce de licenciements massifs (certains envisagent la suppression probable de la moitié des effectifs travaillant dans ce secteur).

En réalité, le capital des grandes puissances occidentales, craque de plus en plus sous le poids de la vieille contradiction capitaliste, découverte par Marx : son incapacité à créer des débouchés solvables pour sa propre production. Ainsi, par exemple, l'on estime que, pour l'année 1990, l'industrie automobile mondiale aura une capacité de production "excédentaire" de 8 millions d'automobiles ; 8 millions de machines qu'elle peut et devrait produire pour rentabiliser les capitaux investis, mais qui ne trouveront pas d'acheteurs.

LE MYTHE DES DEBOUCHES DE L'EST

Certains "experts économiques", qui se veulent optimistes, signalent qu'il n'y a pas encore de signes majeurs de ralentissement économique en Allemagne occidentale, et que l'ouverture des pays de l'Est ouvre des débouchés gigantesques. Mais premièrement, ces "débouchés de l'Est" ne sont en fait que des gouffres à capitaux. Le niveau d'endettement de ces pays par rapport aux capitaux occidentaux est déjà énorme : la Pologne doit 34 milliards de dollars pour une

(SUITE PAGE 3)

Sommaire

SITUATION INTERNATIONALE

- . L'URSS se décompose dans la boue et le sang p.2
- . Liban : l'horreur sans fin p.2
- . Suède : un modèle de politique anti-ouvrière p.3

LES REVOLUTIONNAIRES

FACE AUX CONVULSIONS DU STALINISME

- . Roumanie : les délires de B.C et du F.O.R. p.4
- . PCI : un éclair de lucidité p.4
- . L'intervention du CCI en Allemagne p.5

FRANCE

- . Le gouvernement cogne p.6
- . Les syndicats sabotent la riposte ouvrière p.6
- . Ces ripoux qui nous gouvernent p.7
- . Même l'eau est pourrie dans le capitalisme p.7

Libération de Mandela UN SYMBOLE DU MENSONGE DEMOCRATIQUE

■ "C'est un moment historique", "un acte politique majeur, de portée mondiale" : les journaux et les télévisions de tous les pays n'ont pas eu suffisamment de mots pour qualifier la libération de Nelson Mandela, ni suffisamment "d'émotion" pour saluer et chanter la "victoire" de cet homme "véritable incarnation de la liberté et de la dignité".

A en croire tous ces braillards et bonimenteurs de journalistes, cet événement signe la "fin de la préhistoire" de l'oppression et de l'inégalité pour le "peuple sud-africain" de même qu'il est une preuve supplémentaire que l'humanité s'engage en ce moment dans une "ère de paix et de sécurité" après "l'immense mouvement de liberté qui submerge les régimes totalitaires de l'Est."

Et comme ce n'est pas la pudeur qui étouffe tous ces bourgeois, ils vont même jusqu'à faire de Mandela, ce leader bourgeois, tantôt un saint, tantôt un martyr. Quand certains parmi les plus hypocrites, comme le PCF, le présentent comme "un prophète", "un homme véritablement hors du commun" "à l'image lumineuse", d'autres l'ont déjà surnommé "le messie de Soweto".

Après Walesa, Havel, Gorbatchev et autres "combattants de la liberté", voilà que la bourgeoisie nous propose un nouveau "pasteur" que nous devrions suivre parce que sa vie aurait été un exemple dans le "combat des opprimés du monde

entier".

Tout cela n'est que travestissement honteux de la réalité parce que la bourgeoisie n'a que mensonges et boniments à offrir à la classe ouvrière aujourd'hui, alors qu'il apparaît de plus en plus clairement que son système en crise mène le monde, partout, au chaos et à la misère.

Ainsi la libération de Mandela et la légalisation de l'ANC nous sont présentées aujourd'hui comme une "victoire du peuple sud-africain" mais aussi une victoire de toutes les forces démocratiques de par le monde qui ont combattu l'apartheid durant tant d'années.

La réalité, c'est que les changements qui surviennent actuellement dans ce pays ne représentent en rien une victoire pour le "peuple noir" et encore moins pour la classe ouvrière. Si demain l'apartheid disparaît et si l'ANC est appelé à prendre ou à partager le pouvoir, c'est parce que la bourgeoisie le veut bien. En effet, c'est bien ce qui apparaît depuis déjà quelques années notamment au niveau du grand patronat industriel, pourtant de race blanche, qui est favorable à un "processus de démocratisation". Si aujourd'hui, ce processus semble s'accélérer, ce n'est sûrement pas parce que De Klerk et les siens sont plus "humanistes" ou plus convaincus que "blancs et noirs sont égaux", mais bien parce que les intérêts du capital national le leur commandent.

Et ces intérêts s'accommodent de moins en moins de la situation politique et sociale du pays. Celle-ci se révèle en effet de plus en plus instable avec la multiplication de situations de guérilla qui sévissent dans plusieurs Etats, d'attentats, d'assassinats sans parler des émeutes de la faim qui secouent régulièrement les différents ghettos et bidonvilles autour des grandes villes.

De plus, le régime en place s'avère de plus en plus incapable de contrôler cette situation malgré l'utilisation intensive qu'il fait de la seule arme qu'il possède, la répression.

Voilà pourquoi la bourgeoisie a besoin aujourd'hui de mettre fin au régime d'apartheid et de donner plus de responsabilités à des fractions jusqu'ici écartées du pouvoir, comme l'ANC. Il est, en effet, nécessaire que toutes les parties de la bourgeoisie, main dans la main, fassent tout pour ramener l'ordre dans le pays. D'ailleurs, quand Pik Botha, ministre des affaires étrangères, appelle l'ANC à "introduire quelque discipline dans les rangs du mouvement anti-apartheid", à "contrôler les manifestations, rassemblements et autres...", Mandela, qui a bien compris ce qu'on attend de lui, répond : "Si le gouvernement nous en donne l'opportunité, s'il normalise la situation, nous sommes prêts à apporter une

(SUITE PAGE 2)

APRES L'ECLATEMENT DE SON BLOC L'URSS SE DECOMPOSE DANS LA BOUE ET DANS LE SANG

■ Le chaos est bien là, gagnant jour après jour l'immense territoire de l'empire russe. De l'Europe aux confins de la lointaine Asie, c'est tout le continent eurasiatique qui plonge dans les convulsions nationalistes. La crise économique débouche sur une crise politique sans précédent, réveillant les plus bas instincts nationalistes et pogromistes, avec son cortège de guerres civiles inexpiables, au nom de la nation, de l'ethnie, de la religion.

L'heure n'est plus pour la bourgeoisie à s'extasier sur le nouveau "printemps des peuples", le nouveau 1848 qui viendrait libérer les "peuples" du "joug du communisme", pour laisser la place au "libéralisme" et à la "démocratie". Le chaos est maintenant trop grand pour que la bourgeoisie occidentale s'extasie sur le personnage "charismatique" de Gorbatchev. A l'image de la boîte de Pandore de la mythologie, les réformes, la libéralisation, la "démocratisation" n'ont laissé sortir rien d'autre que le chaos, la misère, les guerres civiles, les pogromes, moins l'espérance.

DECOMPOSITION SOCIALE ET NATIONALISME EN ASIE CENTRALE

Ce n'est plus seulement l'effondrement du stalinisme dans les pays de l'Est qui est maintenant à l'ordre du jour, mais bel et bien celui de l'URSS. De façon accélérée, la dislocation de l'Empire russe met aux prises sur ses marches la Russie et les autres Etats de la fédération, et surtout dans le Caucase, où les nationalités allogènes, s'entregorgent allègrement. Azéris contre Arméniens, Géorgiens contre Abkhazes, Moldaves contre Russes et Ukrainiens, Estoniens et Lituaniens contre Russes. La liste est longue des nationalités s'affrontant "pacifiquement" (Pays Baltes) et dans le sang ailleurs.

Le nationalisme dans toute sa hideur prend la forme dernièrement en Asie centrale (Ouzbékistan, Tadjikistan, etc.) de pogromes anti-arméniens et anti-russes. Pas même la Russie, où les éléments nationalistes russes -soutenus par le groupe d'extrême-droite Pamiat et une partie de l'appareil d'Etat- préparent des pogromes antisémites, dans la bonne vieille tradition tsariste, n'y échappe.

La sécession de fait de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, qui se sont érigés en véritables Etats, avec leurs bandes armées, leur équipement militaire, leur police locale, montre à l'évidence que le chaos est passé à un stade supérieur. Des pogromes, on est passé directement aux guerres civiles ouvertes entre différents gangs nationalistes, puis avec l'intervention militaire russe, entre armée russe et de véritables armées nationalistes. La décomposition de l'ex-empire soviétique débouche sur un chaos dont les conséquences sur les autres pays commencent à peine à être perçues.

Ainsi le stalinisme -qui avait cru "résoudre" les problèmes nationaux découlant de l'existence même du capitalisme, tantôt par les déportations de populations entières, tantôt en s'appuyant sur des mafias locales- n'a fait qu'aggraver la situation. Forme sénile et arriérée du capitalisme mondial, le capitalisme d'Etat russe, à l'exemple des vieux capitalismes occidentaux, a exploité sans vergogne des régions entières de son empire maintenues dans un statut semi-colonial, particulièrement en Asie centrale. La crise mondiale du capitalisme révèle ici, comme partout dans le tiers-monde et même en Europe (Yougoslavie), un pourrissement sur pied de la société capitaliste.

En URSS, c'est bien connu, il n'y a pas de chômage ! Les événements récents ont permis d'apprendre qu'en Azerbaïdjan et en Ouzbékistan, en fait dans l'Asie centrale toute entière, il y avait 25 % de sans-travail recensés. Un chiffre comparable à ceux du tiers-monde. L'effondrement économique accéléré de régions vivant de la monoproduction (coton, pétrole) a laissé apparaître au grand jour un énorme lumpen-prolétariat, entassé dans de véritables bidonvilles, sans espoir de travail et de logement. Les conflits ethniques au Caucase n'ont fait qu'aggraver la situation, par le déplacement de populations entières (plusieurs centaines de milliers entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan). Et c'est ce lumpen-prolétariat qui s'est livré avec le plus de férocité, de part et d'autre, à des pogromes.

De cette décomposition, le prolétariat n'a que le pire à attendre. Bakounine, le maître à penser des anarchistes, disait au siècle dernier que le lumpen-prolétariat était une force "révolutionnaire", et qu'il s'agissait d'aller "à toute vitesse à travers la boue". Mais livré à lui-même, le lumpen ne peut que se vautrer dans la boue et patauger dans le sang des pogromes. Manipulés par la bourgeoisie et sensibles à l'idéologie nationaliste, ils se présentent autant comme des victimes que comme des agents de la décomposition.

Les événements récents ont montré tragiquement l'embranchement, dans ces zones arriérées, des prolétaires au travail derrière la lie nationaliste, entraînés dans des grèves

pour les intérêts de la "patrie". Cette décomposition, c'est aussi le risque du pourrissement de la conscience de classe des ouvriers, isolés des bataillons développés et compacts du prolétariat européen. Au bout du compte, cette décomposition nationaliste amène les prolétaires à s'entregorger.

LE CHAOS POLITIQUE EN RUSSIE

En Russie même, la situation semble différente. Vue du dehors, si on en croit les médias qui soutiennent Gorbatchev, la décomposition de l'URSS est limitée aux marches coloniales de la Russie. En Russie, la "démocratisation" irait bon train vers le "multipartisme", un "régime présidentiel", vers la réforme "libérale" de l'économie, bref vers la "démocratisation". La "liberté" serait en marche.

Qu'en est-il ? Aujourd'hui on voit l'appareil d'Etat russe de plus en plus paralysé. Les "réformateurs" de Gorbatchev s'affrontent ouvertement aux "conservateurs" de Ligatchev. Alors que l'économie continue toujours plus à sombrer, Gorbatchev est incapable de mettre en place ses "miraculeuses" réformes dans la production, sans toucher à une mafia bureaucratique représentant 15 % de la population active, qui résiste féroce pour maintenir les choses en l'état.

Au bout du compte, c'est un affrontement ouvert qui se prépare au sein de l'appareil d'Etat, chaque camp s'appuyant sur une fraction de la police et de l'armée, sur les différents groupes politiques et même para-militaires (comme Pamiat) qui se déterminent pour l'un ou l'autre.

Au bout du compte, l'appareil politique et même militaire est en pleine déliquescence en Russie même. Il n'est pas de jour qui passe sans qu'on annonce que dans des grandes villes -comme à Volgograd- des équipes de "conservateurs" ont été destituées par la "population", avec ou sans la bénédiction des "réformateurs". Presque chaque jour se déroulent dans la rue des manifestations manipulées pour l'un ou l'autre camp. A l'horizon, se profile le spectre de la guerre civile pour la prise en main ou la reprise en main de l'appareil d'Etat.

Les "démocrates" de tout poil peuvent s'extasier sur l'apparition d'innombrables groupes politiques, des monarchistes aux anarchistes, des "syndicats libres", de la possibilité de "libre parole" et de "libre création artistique".

Pour les ouvriers, cette "démocratisation" née du chaos et de la faillite du stalinisme, n'est pas un plus. Non seulement elle cherche à embrigader les ouvriers russes, mais elle se traduit par un déboussement idéologique, et une profonde démolition.

Dans la Russie de Gorbatchev, il ne peut y avoir de réelle "démocratisation". La tendance est à la tiers-mondisation en économie et à la latino-américanisation en politique, avec un semblant de "jeu démocratique". Au bout du compte, si les ouvriers n'y prennent pas garde en reprenant leur chemin de classe, il n'y a qu'une dictature féroce du capitalisme, où l'armée -seule force sociale cohérente du pouvoir (et encore)- est appelée à jouer un rôle grandissant. L'équipe bourgeoise de Gorbatchev nourrit beaucoup d'illusions -tout comme d'ailleurs les bourgeoisies baltes- sur la possibilité d'instaurer un système "démocratique" occidental. Souvenons-nous des Etats baltes -indépendants et "démocratiques" des années 20 ; au début on eut un florès de partis (jusqu'à 20 au parlement lituanien) ; au bout de 5 ans d'instabilité, un coup d'Etat militaire venait balayer le bel édifice flambant neuf, calqué sur le parlementarisme européen.

LE MIROIR DE L'AVENIR CAPITALISTE

Le chaos en URSS, c'est le miroir du capitalisme mondial tout entier. Alors que la crise économique s'aggrave en Occident, que le tiers-monde s'enfoncé dans la putréfaction, de la Colombie à l'Algérie, il n'y a pas d'avenir dans la "démocratie".

La décomposition sociale n'épargne aucun pays, fût-il le plus puissant économiquement. Il suffit de mentionner les USA où l'on apprend que dans une ville comme Washington, règne la drogue sous la forme destructrice du "crack", où des habitants vivent dans des bidonvilles, sinon dans la rue, habillés de sacs en plastique !

Après "l'avenir radieux du communisme", promis par le capitalisme d'Etat russe voilà "l'avenir radieux du capitalisme mondial", à l'Est comme à l'Ouest.

Quant au prolétariat, il n'a rien à attendre des fallacieuses promesses de "liberté" démocratique. S'il veut mettre fin au chaos, il n'y a pas d'autre voie pour lui que de reprendre le chemin de ses luttes de classe.

Chardin

LIBERATION DE MANDELA (SUITE DE LA PAGE 1)

contribution positive à un règlement pacifique des problèmes de ce pays". En d'autres termes : "donnez-nous les moyens et nous ferons tout pour que l'ordre règne".

Tout est fait dès aujourd'hui pour que les ouvriers en lutte et les populations affamées s'engagent dans l'ordre derrière Mandela et son parti dans la "bataille pour la démocratie", pour l'abolition de l'apartheid et demain "pour la prise du pouvoir par la voie démocratique. En attendant la "terre promise", chacun devra calmer sa faim et sa colère et s'armer de patience.

Quant à tous les démocrates qui saluent partout cette victoire et qui se félicitent d'y avoir participé, ce sont tous des menteurs et des hypocrites. Pendant des années le bloc occidental (c'est-à-dire les "grandes démocraties") s'est parfaitement accommodé du "pouvoir blanc et raciste de Prétoria". Mieux, il a tout fait pour le renforcer parce que ce dernier lui était indispensable pour défendre ses intérêts impérialistes dans cette zone du monde hautement stratégique (c'est l'armée sud-africaine qui, récemment encore, jouait au gendarme en Angola contre les troupes cubaines). Et c'est tou-

jours pour la sauvegarde des mêmes intérêts qu'il a tout fait pour que l'ANC n'ait aucune expression légale du fait des accointances de ce dernier avec le stalinisme et le bloc de l'Est.

Aujourd'hui que le bloc russe n'a plus d'existence, que le danger ne peut plus venir de l'Est, l'ANC peut avoir une place dans le jeu politique bourgeois, voire même peut se retrouver à la tête de l'Etat d'autant que sa présence "légale" s'avère de plus en plus indispensable pour la défense des intérêts de la bourgeoisie sud-africaine.

Et ce sont ces mêmes démocrates qui ont osé, pendant des années, nous faire le spectacle de l'anti-apartheid, de l'anti-racisme, des "sanctions économiques contre le régime de Prétoria" (sanctions souvent symboliques, souvent mensongères, qui, de toutes façons, n'ont jamais eu de réel poids) et qui osent aujourd'hui, à travers les événements d'Afrique du Sud, continuer à nous vanter les mérites de la "démocratie", ce "système de liberté qu'il faut à tout prix défendre". Si Mandela est un symbole aujourd'hui, il n'est que le symbole de cette campagne idéologique que mène la bourgeoisie contre la classe ouvrière.

JE

LIBAN L'HORREUR SANS FIN

■ Après 15 ans de guerre au Liban...encore et toujours la guerre. On en arriverait presque à ne voir que quelque chose de banal tant ces combats sont permanents, médiatisés au quotidien depuis des années. Les images du jour ressemblent aux images de la veille : ruines fumantes, carcasses brûlées, miliciens de tous bords en armes, circulation des ambulances. Et les moments de répit ne sont en fait que les pauses permettant à tous les clans d'affûter leurs armes, faire le plein de munitions pour repartir de plus belle.

La seule paix, en définitive, que peut connaître cette région reste toujours la paix des tombes.

Depuis le début du mois de février, les combats font à nouveau rage, laissant des centaines de morts, essentiellement civiles, sur le terrain. Mais aujourd'hui, au grand dam de la bourgeoisie française qui, comme toutes les bourgeoisies, nous présente généralement le camp des victimes et celui des bourreaux, cherchant en cela à justifier malgré tout la permanence de la barbarie, ce sont des fractions chrétiennes qui s'entre-déchirent, s'entre-tuent au milieu des ruines encore fumantes de Beyrouth. D'un côté les milices du général Aoun, pieux représentant des forces chrétiennes, qui partait il y a quelques mois en croisade pour la "libération" du pays face à l'envahisseur étranger, syrien au demeurant. De l'autre Samir Geagea, chef des forces libanaises qui emmenait par le passé ses hommes au combat pour pratiquement le même objectif.

La bourgeoisie nous avait habitués à voir depuis des années ces combats comme des combats pour la "libération des peuples" avec d'un côté des Palestiniens revendiquant une "juste patrie", de l'autre des chrétiens revendiquant leurs droits acquis sur ce sol, sans parler de toutes les forces et fractions "pacifificatrices" s'interposant et jouant en fait leur propre jeu impérialiste pour retirer des miettes quant à un contrôle et une influence dans cette région : de la Syrie à l'Iran, en passant par Israël, jusqu'aux armées US ou française qui défendaient elles-mêmes leurs chasses gardées.

Mais aujourd'hui, ce sont soi-disant des "frères" qui s'entre-tuent, transformant l'enclave chrétienne de Beyrouth en un modèle réduit du Liban éclaté. De fait, malgré l'éviction de toute l'influence soviétique depuis déjà quelques années et la mainmise générale de l'influence occidentale, la "pax americana" n'est qu'un leurre car les intérêts contradictoires demeurent : les rejets impérialistes locaux prennent le relais pour faire valoir leur place au soleil, grappiller les quelques miettes d'influence politique ou économique qui peuvent encore subsister. Aujourd'hui, les frontières séparent des quartiers, sinon des rues ou des blocs d'immeubles, où personne ne peut se déplacer sans risquer sa vie. Cette situation n'est en fait qu'un pas de plus dans ce borbier infernal où les ennemis d'un jour deviennent les comparses du lendemain pour écraser les amis de la veille. Et il devient même difficile de justifier un tel carnage aux yeux de soldats enrôlés comme chair à canon, les blessés des deux camps se retrouvant généralement dans les mêmes hôpitaux, sinon les mêmes chambres.

La seule logique de cette guerre est devenue celle d'un système dégénéré, pourrissant sur pied, ne se survivant que par cette barbarie en spirale de la mort et n'étant effectivement plus capable de cacher des intérêts impérialistes locaux totalement dégénérés. Chaque clan ou fraction politique en présence revendique son bout de terrain, son quartier, sa part de pouvoir, de contrôle sur les ports, les services, les taxes, son droit de racket sur les individus et les commerces comme n'importe quelle organisation mafieuse. Et chaque partie le fait valoir immédiatement par les armes face aux concurrents.

Si la décomposition de tout ce système a un visage, le Liban y correspond tout à fait.

Et les cris d'horreur de nos bons pensants démocrates cachent mal leurs calculs de charognards aux abois, comptabilisant les morts comme autant de soucis en moins, déversant leur arsenal militaire dans les deux camps. Loin de mettre un terme à ces combats, chaque impérialisme attend de voir s'essouffler les forces engagées pour réinvestir plus fortement encore le terrain. C'est le cas de la Syrie qui aujourd'hui laisse faire. C'est aussi le cas des Etats-Unis et de la France qui, chacun, attendent sans impatience un moment plus sûr pour relancer leur jeu sur un terrain nettoyé par le vide. Et les bateaux dits humanitaires ne sont qu'un vernis des plus éhontés pour permettre l'observation des tueries et être plus rapidement à pied d'oeuvre.

Cette situation donne en condensé la seule perspective que peut nous proposer la bourgeoisie mondiale, si le prolétariat ne met pas à mort le capitalisme. Et le mot "libanisation", aujourd'hui employé couramment pour caractériser le danger d'une situation instable, est encore trop faible pour stigmatiser la putréfaction de ce monde et la barbarie généralisée où la bourgeoisie peut nous entraîner.

22/02/90
Stopio

APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent récolter sur ce qui se passe autour d'eux, les discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers, nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

LA SOCIAL-DEMOCRATIE SUEDOISE, UN MODELE DE POLITIQUE ANTI-OUVRIERE

■ Aux ouvriers de l'Est et de l'Ouest, on présente la démocratie comme un "modèle". Et la social-démocratie à la suédoise serait le "modèle des modèles". Pas de chance, aujourd'hui, ce dernier a du plomb dans l'aile ! Le très démocratique et très socialiste gouvernement suédois vient de faire la preuve qu'en matière d'attaques contre les conditions de vie de la classe ouvrière, il s'y connaît aussi bien que les staliniens, et que c'est avec le même cynisme et la même détermination qu'il se propose de lui faire accepter la loi de l'exploitation capitaliste.

Le 8 février dernier, le gouvernement suédois annonçait un plan d'austérité d'une ampleur et d'une violence sans précédent. Alors que, face à un redémarrage en flèche de l'inflation, atteignant 7 à 8% l'an dernier, une agitation ouvrière croissante avait commencé à se développer contre le "pacte social" de modération salariale concocté il y a deux ans entre les syndicats et le gouvernement, ce dernier décide de frapper un grand coup contre les ouvriers en annonçant le blocage total des salaires dans tous les secteurs pendant deux ans. Le tout accompagné d'un gel très relatif des prix, puisque cette année il ne s'appliquerait ni aux loyers (qui devraient connaître des hausses très fortes de 10 à 20%) ni aux impôts locaux, ni aux prix à l'importation, ni à l'ensemble des taxes indirectes... Cette violente attaque était assortie d'une menace qui constituait une pure provocation : l'interdiction de toute grève pour les salaires, désormais considérée comme illégale.

Cela dans un contexte où, après les trois semaines de grève des enseignants à l'automne dernier, après les luttes récentes dans le secteur hospitalier, l'agitation commençait à se développer dans l'énorme secteur des employés communaux, qui comprend entre autres les transports en commun, les crèches, les services d'aide sociale et où depuis le 29 janvier les 60.000 employés de banque étaient en grève pour des augmentations de salaires.

A la violence de l'annonce des nouvelles mesures, va s'ajouter toute une campagne de culpabilisation vis-à-vis des grévistes pour mieux couper court à toute généralisation du mécontentement. La bourgeoisie organise le lock-out dans le secteur des banques, paralysant ainsi totalement la vie économique et sociale, et fait campagne contre les grévistes, qui réclament 20% d'augmentation de salaire, en les présentant comme des nantis dont la grève menace de bloquer le versement des salaires.

De plus, avec la sordide manœuvre du chantage à l'interdiction du droit de grève, grosse ficelle chère à Thatcher, la bourgeoisie suédoise visait un double objectif : d'une part détourner brutalement les ouvriers en lutte ouverte, comme l'ensemble des ouvriers en Suède, vers une impasse : lutter

pour le maintien du droit de grève et contre "la remise en cause du principe de concertation sociale", et non plus contre les attaques drastiques réellement portées contre les conditions de vie de tous les ouvriers. D'autre part, elle permettait au principal syndicat du pays, le très social-démocrate LO, compromis jusqu'au cou dans toutes les mesures anti-ouvrières décidées par le gouvernement, de reprendre pied dans les luttes et de se redonner un semblant de crédibilité auprès des ouvriers.

Pour l'essentiel, ces deux buts ont été atteints. D'un côté, il a suffi, une semaine plus tard, d'un prétexte : la mise en minorité du projet gouvernemental au parlement et la démission en bloc du cabinet Carlsson, pour que la remise en cause du droit de grève soit retirée. De l'autre, les syndicats sont bel et bien parvenus à canaliser et à étouffer les luttes ouvrières, en criant "victoire" et en parlant de "recul" du gouvernement. En fait, le nouveau gouvernement -toujours social-démocrate- qui est en train de se reconstituer aura désormais les mains plus libres pour faire passer, sous une forme différente, l'essentiel des mesures avancées par le plan Carlsson.

La brutalité des attaques portées par la bourgeoisie suédoise contre la classe ouvrière révèle ouvertement l'arrivée de la récession ouverte qui, après avoir atteint de plein fouet les USA, commence à faire sentir ses effets dans les pays européens avec ses conséquences dramatiques pour tous les ouvriers. L'économie suédoise, longtemps présentée comme le règne de la prospérité, prend aujourd'hui eau de toutes parts : endettement de plus en plus considérable, tensions inflationnistes croissantes et ces derniers mois chute libre du niveau des exportations, traduisant le resserrement d'un marché mondial sur-saturé. L'effondrement de ce "modèle" ne fait que révéler, après la faillite du capitalisme d'Etat à l'Est, la faillite générale du capitalisme tout entier.

Ces événements livrent un démenti cinglant à tout le battage actuel de la bourgeoisie sur la "grande victoire du capitalisme libéral et démocratique occidental" qui, opposé au marasme économique des pays de l'Est, nous est présenté comme la seule issue possible aujourd'hui.

Pour les ouvriers qui se laisseraient endormir par ce battage et en particulier par les discours de la social-démocratie, cette fraction de la bourgeoisie qu'on nous présente aujourd'hui comme "l'idole des peuples de l'Est" et qui prétend représenter les intérêts ouvriers, ces événements ont valeur de rappel et d'avertissement : si la classe ouvrière laisse faire la social-démocratie, il n'y aura pour elle qu'exploitation et misère sans fin.

D.P.

APPEL A LA SOUSCRIPTION

La participation à la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 85 pour le soutien à notre presse et à notre intervention.

Pour une souscription minimum de 50F (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de R.I. ou 5 de la Revue Internationale, ou bien les numéros encore disponibles du Bulletin d'Etudes et de Discussions.

SOUSCRIPTIONS

B (Perpignan) : 130F ; P. (Pantin) : 130F ; A. (Nantes) : 80F.

Lyon :
RP de janvier : Ph. : 100F.

Toulouse :
RP de janvier : JL : 100F ; J : 41F ; P : 60F ; Fr : 40F

Tours :

Permanence du 27.01.90 : DD : 50F ; Bacalao : 60F ; Stanley : 30F ; Eve : 15F.
Permanence du 09.02 : Eve : 20F ; Bacalao : 60F ; DD : 25F ; Nat : 25F.

TOTAL : 966F

TOTAL DE L'ANNEE : 4746F.

AVIS AUX LECTEURS

Nous avons ouvert une souscription pour "L'histoire de la gauche germano-hollandaise". Cet ouvrage étant très volumineux, sa publication a pris du retard et paraîtra au cours du premier semestre 1990.

Les souscriptions ne sont pas perdues : nous tenons à nous excuser auprès des souscripteurs qui seront servis en priorité dès la parution de l'ouvrage.

REUNIONS PUBLIQUES

SUR LE THEME :

APRES LA FAILLITE DU CAPITALISME D'ETAT A L'EST, QUELLES PERSPECTIVES A L'OUEST ?

BORDEAUX :

Réunion publique le 17 mars à 17h, au café des Arts, 138, cours Victor Hugo. Au comptoir, demander la réunion publique de RI (Revue Internationale).

CLERMONT-FERRAND :

Réunion publique le 23.03 à 21h, ancien lycée Blaise-Pascal, 3, rue du Maréchal-Joffre.

LILLE :

Réunion publique le 24.3 à 14h30, à la MNE, 23, rue Gosselet.

Vente de la presse les 1ers et 3èmes dimanches du mois, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON :

Réunion publique le 23.03 à 21h, à Majo, impasse Métral, Villeurbanne, Métro République.

Vente de la presse au marché de Vaulx-en-Velin, le 11.03 à partir de 11h30.

MARSEILLE :

Réunion publique le 30.3 à 21h, au Centre Culturel Fissiaux, Cinq-Avenues, Marseille 4ème.

Permanence le 15.03 de 18h à 19h, à "l'Artistic-Bar", 4 cours Joseph-Thierry-13001.

Vente de la presse le samedi 11.03, au marché de la Plaine, place Jean Jaurès (5ème) de 11h à 12h.

NANTES :

Réunion publique le 24 mars à 17h, à "La Fraternité Protestante" 3, rue Amiral Duchaffault (quartier Mellinet).

Permanence le 9 mars à 20h30, à la même adresse.

Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande, le 17 mars, de 10h30 à 11h30.

PARIS :

Réunion publique le 24.3 à 17h, au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy.

Permanence les samedis, excepté les 10 et 24 mars, à 18h, même adresse que pour la Réunion publique.

ROUEN :

Permanence le 3 mars à 14h, à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :

Réunion publique le 23.03 à 21h, au café "Le Colbert", 1, place Roger Arnaud (à côté du Pont-des-Demoiselles).

Permanence les 2 et 16 mars à 18h30, même adresse que pour les Réunions publiques.

Vente de la presse le 11.03 de 11h30 à 12h30, au marché aux Légumes (place Jeanne-d'Arc) et au marché aux Puces, place St-Sernin.

TOURS :

Permanence le 24.03 à 17h, au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.

L'ECONOMIE MONDIALE S'EFFONDRE...

(SUITE DE LA PAGE 1)

population de 37 millions d'habitants, la Hongrie plus de 15 milliards de dollars pour 10 millions d'habitants (1500 dollars par tête, enfants et vieillards compris !) L'effondrement du rideau de fer ne se traduira pas par un flot de bien-être et de croissance économique se répandant dans les pays de l'Est, mais au contraire par un déversement des difficultés des capitaux de l'Est sur les économies occidentales. Et quand bien même, il y aurait quelques "miracles" réalisés ici ou là, qui verraient des entreprises de l'Est, profitant du faible niveau des salaires, se rendre compétitives, ce ne serait qu'au détriment des entreprises occidentales du même secteur. On n'aurait amélioré la situation dans un endroit que pour la détériorer ailleurs.

Le capital allemand, et avec lui l'ensemble du capital d'Europe occidentale, ne sera pas plus épargné par les effets dévastateurs du ralentissement de l'économie américaine qu'il ne le fut pas le passé. Tout comme le Japon, qui subit déjà en première ligne le "rétrécissement du marché américain" et voit actuellement sa légendaire croissance fondre à grande vitesse, l'Europe va voir rapidement son activité économique entraînée, comme en 74-75, comme en 80-82, par l'effondrement économique de la première puissance mondiale.

Les récentes faillites retentissantes de grands courtiers de Wall Street, la crise croissante du secteur bancaire (caisses d'épargne aux Etats-Unis en particulier), la hausse de plus en plus irrésistible des taux d'intérêt dans le monde, (produit de besoins croissants de liquidités pour les capitaux en difficulté et de la méfiance des banquiers à prêter des sommes qu'ils risquent de ne jamais voir remboursées), sont les annonces, au niveau financier, d'une nouvelle aggravation de la crise économique mondiale au niveau réel : la récession ouverte.

Il faut ajouter à ce tableau le retour de l'inflation dans les pays centraux. Dans l'ensemble de l'OCDE, regroupant les 24 pays industrialisés du bloc occidental, celle-ci est passée de 3,9 % en 1987 à 6,00 % en 1989. C'est évidemment peu, comparé aux ravages de l'inflation dans le "tiers monde" (1 000 % en moyenne en 1989 pour l'Amérique latine) ou même à l'Est (2 500 % en Yougoslavie). Mais les rythmes atteints au début de 1990, aux Etats-Unis comme en Grande-Bretagne, sont les plus élevés depuis 8 ans, au Japon depuis 5 ans. Et l'envolée des prix de gros annonce la direction du mouvement.

L'ACCELERATION DE LA PAUPERISATION

Pour la classe ouvrière la perspective est claire : chômage et paupérisation croissante.

La situation atteinte par la classe ouvrière des pays industrialisés d'Occident, au début des années 90, n'a déjà rien à voir avec les rêves des populations de l'Est qui croient s'ouvrir à un paradis de richesse et de consommation : en France, le nombre des ménages classés comme "pauvres" s'accroît deux fois plus vite que la population ; en Grande Bretagne, la mortalité infantile fait des bonds du fait de la misère croissante et de la dégradation des services de santé ; à New-York, le nombre de sans-abri atteint 700 000 personnes, dont un tiers sont des familles avec des enfants... Ceux qui échappent à la misère totale, les travailleurs qui ont un emploi, ont vu leur situation se "précariser" dans tous les centres industriels, et leur niveau de vie baisser au rythme de salaires que la pression et la menace du chômage font dégringoler sans cesse. La "consommation des ménages" aux Etats-Unis a diminué de façon absolue à la fin 1989 : les ventes au détail de biens durables, voitures, électroménager, etc., ont chuté de près de 3 %.

Quant à l'avenir, le plus "démocrate", le plus "social" des gouvernements occidentaux, le gouvernement social-démocrate du "paradis" suédois, vient d'annoncer clairement la couleur : plus d'"austérité", ce qui en langage capitaliste veut dire pour les travailleurs : plus de misère, plus de précarité, plus d'exploitation...

L'ouverture des pays de l'Est aux nouveaux crédits et aux bienfaits de l'efficacité capitaliste occidentale, n'apportera pas aux travailleurs de ces pays un nouveau bien-être matériel, mais les contraintes "dictatoriales" qui ont déjà fait la renommée du FMI en Amérique latine. Les chiffres du quatrième trimestre 1989 en Pologne en disent déjà long : la production de biens alimentaires traités par l'industrie a chuté de 41 %, celle des vêtements, de 28 %.

Le monde "libre" n'est pas plus libre que le monde de l'Est n'est communiste. L'exploitation capitaliste y est différemment gérée mais c'est la même exploitation, le même système fondé sur le salariat et le profit du capital national. La crise économique qui ravage les pays de l'Est est la même qui ruine les économies des pays du "tiers monde", la même qui est en train de craquer en son cœur même, dans les centres industriels d'occident.

Mais en frappant au centre, là où se trouvent concentrés les plus importants et expérimentés bataillons de la classe ouvrière mondiale, la crise crée et créera les conditions pour que la classe ouvrière mondiale exécute enfin la sentence qui condamne le capitalisme en décomposition à sa mort historique.

RV

(1) Les travailleurs polonais viennent de voir le prix du pain augmenter de 38 %, celui du jambon de 55 %, celui de l'électricité 400 %, celui du charbon de 600 %.

FACE AUX CONVULSIONS DU STALINISME

LES DELIRES IRRESPONSABLES DE "BATTAGLIA COMUNISTA" ET DU "FERMENT OUVRIER REVOLUTIONNAIRE"

Les bouleversements que provoque aujourd'hui, sur tous les plans de la situation internationale, l'effondrement du bloc de l'Est exigent de la part des révolutionnaires une compréhension claire des données historiques nouvelles dans lesquelles se pose la lutte du prolétariat mondial. Face à tout bouleversement de la société, la responsabilité première des révolutionnaires est d'être capable d'identifier sa nature de classe. C'est particulièrement vrai face aux événements qui secouent les pays du glacis soviétique. Seule une appréciation correcte du

contenu de ces mouvements présentés partout par les médias bourgeois comme des "révolutions populaires" peut permettre aux révolutionnaires de combattre les campagnes idéologiques assourdissantes visant à entraîner le prolétariat hors de la défense de ses intérêts de classe et à l'embrigader derrière tel ou tel secteur de la bourgeoisie. Et une telle clarté est d'autant plus indispensable que ces campagnes ont, à l'heure actuelle, un certain impact sur la classe ouvrière.

■ Or, si l'on examine les prises de positions des groupes politiques prolétariens tels que "Battaglia Comunista" (BC) et le "Ferment Ouvrier Révolutionnaire" (FOR) concernant, par exemple, les événements sanglants de Roumanie, on est obligé de constater que ces organisations, malgré leur dénonciation des illusions démocratiques qui pèsent sur le prolétariat de ce pays, sont bien en deçà de leur responsabilité. Loin de renforcer le combat contre les campagnes bourgeoises, leur intervention aboutit, en fin de compte, à favoriser l'impact de ces campagnes. C'est ainsi que, tant dans le numéro de janvier de "Battaglia Comunista" que dans "Alarme" n°44 (organe de presse du FOR), on trouve une analyse erronée et dangereuse de la nature de classe des événements de Roumanie.

L'OPPORTUNISME MENE A PERDRE DE VUE LE TERRAIN DE CLASSE ET LES PRINCIPES ESSENTIELS DU MARXISME

Les concessions du milieu révolutionnaire à l'idéologie bourgeoise ont ainsi conduit les camarades de BC à reprendre à leur propre compte l'idée suivant laquelle les "forces motrices de la crise qui a changé la face du soi-disant monde du socialisme réel" résideraient dans une "authentique insurrection populaire qui a entraîné la chute du gouvernement Ceaucescu". Ainsi, il est navrant de constater qu'aujourd'hui, les camarades de BC ont à tel point perdu la boussole qu'ils sont conduits à remettre en cause un principe de base du marxisme : le prolétariat n'est pas le "peuple", le concept d'"insurrection populaire" est un concept bourgeois véhiculé par l'idéologie dominante depuis 1789. Faut-il rappeler à BC que le terrain sur lequel se situent les révolutionnaires, c'est celui de la lutte de classe, une lutte où le prolétariat se distingue de l'ensemble de la population en se mobilisant comme force autonome sur son propre terrain, pour la défense de ses propres intérêts? En saluant l'insurrection "populaire" en Roumanie, BC ne fait rien de moins que participer, elle aussi, à l'instar de toutes les forces capitalistes, à la mystification consistant à noyer le prolétariat dans le "peuple", défendant ainsi une vision interclassiste qui tourne carrément le dos aux principes fondamentaux de la lutte de classe. Et lorsque BC affirme que toutes les conditions étaient mûres pour qu'en Roumanie cette "insurrection populaire" puisse "se transformer en réelle et authentique révolution sociale", non seulement les camarades ne se posent même pas la question de savoir de quelle force peut partir une véritable révolution, mais de plus, ils tombent dans une vision de la transformation d'un "mouvement populaire" en "révolution sociale" que nous connaissons trop bien : c'est la vision que défendent les stalinien et les trotskystes depuis des décennies. Ainsi, lorsqu'on commence à prendre pour argent comptant les discours de la bourgeoisie, lorsqu'on se laisse impressionner par ses campagnes médiatiques, par "le poids de ses mots et le choc de ses photos", lorsqu'on est amené à "caresser dans le sens du poil" ceux qui se sont enthousiasmés à la vue de ces images de la population en armes laissant exploser sa joie, on aboutit à tourner le dos aux principes de base du marxisme. Cela, camarades, s'appelle l'opportunisme. Ou bien, les mots n'ont plus de sens. D'ailleurs, cette démarche opportuniste, nous la retrouvons bien dans la façon dont BC s'arrange pour embrouiller les problèmes. Ainsi, BC emploie le terme de "révolution sociale". En soi, le terme n'est pas faux. Mais, dans ce contexte, il n'est pas fait pour clarifier les choses, puisque d'autres courants non prolétariens, tels les anarchistes ou les modernistes, l'utilisent également. Pourquoi ne pas parler de révolution "prolétarienne" ou "socialiste", puisqu'apparemment c'est de cela qu'il s'agit pour BC? Mais ce serait trop lui demander : il est tellement plus confortable d'entretenir l'ambiguïté. De cette façon, on s'évite de prendre la pleine responsabilité de ses affirmations et on peut toujours, après coup, surtout lorsque l'erreur politique devient évidente, servir comme argument que "les autres ont mal compris". Ce ne serait pas la première fois que BC se livre à se genre de contorsions!

Une telle démarche permettra éventuellement à BC de gagner la sympathie de quelques ouvriers confus. Elle lui évitera peut-être de perdre deux ou trois "contacts" qui se sont laissés piéger par l'euphorie ambiante (1). Mais avec une telle attitude, on ne participe en rien à la prise de conscience du prolétariat. Au contraire, on réussit à apporter sa petite contribution aux mystifications de la bourgeoisie.

Mais BC n'est pas la seule organisation révolutionnaire à s'être fait aussi lamentablement piéger par les campagnes médiatiques. La vision que développe le FOR dans son article intitulé "Roumanie : une insurrection, pas une révolution" n'est, en fin de compte, guère plus reluisante puisqu'elle considère que "le prolétariat... a contribué largement à mettre en oeuvre... les changements survenus à l'Est", bien que "nulle part il n'a pu se battre durablement" (souligné par nous) pour son propre compte.

Ainsi, ni BC ni le FOR ne semblent se soucier des critères essentiels qui doivent permettre aux révolutionnaires de caractériser la nature de classe des événements de Roumanie : le prolétariat, en tant que force autonome, distincte du reste de la "population", était-il présent avec ses propres revendications? Est-ce le prolétariat qui a constitué l'élément moteur dans l'effondrement du régime stalinien ou n'était-il au contraire rien d'autre qu'un simple pion manipulé, embrigadé derrière une fraction bourgeoise contre une autre? Si on est incapable de répondre clairement à ces questions essentielles, toute dénonciation des illusions démo-

cratiques et nationalistes, derrière lesquelles se sont mobilisés les prolétaires en Roumanie, n'est qu'une coquille vide.

BC ET LE FOR VOIENT UNE FOIS ENCORE LA CLASSE OUVRIERE LA OU ELLE N'EST PAS

"En Roumanie, le nouveau cours a dû se frayer un chemin à la suite d'une réelle et authentique insurrection (...) qui a entraîné la chute du gouvernement." ("Battaglia Comunista").

"Le prolétariat n'a pu mettre à profit les bouleversements qu'il a contribué largement à mettre en oeuvre" dans la mesure où, en Roumanie, "les prolétaires y ont rapidement abandonné la direction de l'insurrection aux spécialistes de la confiscation du pouvoir." ("Alarme").

Pour ces deux organisations, l'effondrement du gouvernement Ceaucescu aurait donc été le produit de la révolte spontanée des masses. La première chose qu'il faut constater c'est qu'une telle analyse ne fait que reprendre à son propre compte les discours dont nous ont abreuvés les médias lorsqu'ils retransmettaient en direct les événements de Roumanie. Cependant, 15 jours à peine après la prise du pouvoir par le désormais célèbre "Comité du Front de Salut National", c'est à travers ces mêmes médias qu'on finissait par ap-

LE PCI : UN ECLAIR DE LUCIDITE !

■ Au milieu de toutes les campagnes de la bourgeoisie sur la "Révolution" des pays de l'Est et des confusions colportées par la plupart des groupes du milieu politique prolétarien, tels "Battaglia Comunista" et le FOR, il faut signaler la prise de position correcte du "Parti Communiste International". Dans "Le Prolétaire" n°404 on peut lire, en effet : "dans aucune des 'révolutions de velours' n'est apparu quoi que ce soit qui ressemblait à des combats entre classes ennemies... [en Roumanie] les combats se sont déroulés entre fractions de l'appareil d'Etat, et non contre cet appareil lui-même". Une telle clarté est suffisamment rare de la part de cette organisation pour qu'il vaille la peine de la souligner.

C'est avec raison que le PCI affirme que "le nationalisme et l'idéologie démocratique, qui prétendent englober 'tout le peuple', sont des idéologies de classe, des idéologies bourgeoises". De même, c'est sans ambiguïté qu'il dénonce l'assimilation faite par la bourgeoisie entre communisme et stalinisme, "ce mode de développement prétendument 'socialiste', mais qui a emprunté au fascisme toutes ses caractéristiques, [et qui] est si peu éloigné du capitalisme qu'il a été adopté comme modèle à imiter par toutes les jeunes bourgeoisies pour construire leur Etat et leur économie nationale après l'indépendance, de la Birmanie à Cuba, de l'Angola à l'Indonésie, de l'Algérie au Nicaragua...". Mais ce serait encore mieux si le PCI était un peu plus cohérent. Il serait d'une plus grande utilité à la classe ouvrière s'il arrêta d'apporter son soutien aux mouvements d'"indépendance nationale" dans les pays sous-développés. Le "nationalisme et l'idéologie démocratique" sont aussi néfastes aux prolétaires palestiniens qu'aux prolétaires polonais. Il serait temps que le PCI s'en rende compte. Et à quoi bon dénoncer "les canailles contre-révolutionnaires staliniennes" d'Europe de l'Est, lorsqu'on considère "comme un devoir élémentaire la solidarité" avec les massacres perpétrés par leurs émules cambodgiens : les Khmers rouges (voir "Le Prolétaire" n°225 et notre réponse dans RI n°30). De temps en temps, comme aujourd'hui face aux événements d'Europe de l'Est, le PCI se souvient qu'il se réclame de la Gauche communiste d'Italie. Il ferait bien de persévérer dans ses efforts de mémoire. De même, "Battaglia comunista", qui pourtant ne défend pas les mêmes aberrations, devrait pour une fois prendre de la graine de ses cousins "bordiguistes". Qu'aujourd'hui BC réussisse à être moins clair que le PCI en dit long sur le niveau de ses propres contradictions.

prendre tout à fait incidemment, à l'occasion d'une "gaffe" commise par le bien nommé Militaru, ministre de la Défense, que la nouvelle équipe dirigeante à Bucarest préparait son coup depuis près de 6 mois avec la soutien de l'armée et de Gorbatchev. Ainsi, cette fameuse "insurrection populaire", tant saluée par les camarades du FOR et de BC, s'est très vite révélée au grand jour pour ce qu'elle était : un vulgaire coup d'Etat militaire (cf. RI n°187).

Mais si les camarades du FOR et de BC continuent aujourd'hui encore à nier l'évidence, c'est du fait de leur absence d'analyse claire des véritables conditions historiques et enjeux de la lutte de classe dans la période présente.

C'est pour cette raison que ces groupes sont amenés à prendre des vessies pour des lanternes, à ne pas voir que l'état-major militaire téléguidé par Moscou ne faisait qu'appliquer son plan : s'appuyer sur la colère de la population au lendemain des massacres de Timisoara (qui, probablement constituaient une provocation destinée à "galvaniser" les masses) et l'exploiter à son propre compte. Telle est la triste réalité que les camarades du FOR et de BC se refusent obstinément à voir : le terrain sur lequel s'est développée cette pseudo-insurrection n'était rien d'autre qu'un terrain d'affrontements où le prolétariat, comme l'ensemble de la population, s'est trouvé pris en étau entre deux pouvoirs militaires rivaux, défendant les intérêts des deux cliques bourgeoises en présence. En Roumanie, pas plus que dans les autres pays du glacis soviétique, à aucun

moment le prolétariat n'a été un acteur conscient des convulsions sanglantes qui ont précipité la chute du régime stalinien.

Contrairement à ce que prétend le FOR, la nature de classe de cette "insurrection" n'a absolument rien à voir avec les luttes ouvrières de Brasov en 87 où c'est sur leur propre terrain, contre la misère et la pénurie, que s'étaient mobilisés les ouvriers, alors qu'aujourd'hui, le prolétariat en tant que classe a été totalement absent de la scène. Que des milliers d'ouvriers aient été embarqués dans cette prétendue insurrection n'est pas à saluer mais à déplorer : c'est pour le compte d'une fraction bourgeoise, sur le terrain bourgeois des mystifications démocratiques qu'ils se sont laissés entraîner et massacrer. Ainsi lorsque le FOR nous dit que "des mesures comme l'armement des prolétaires, le maintien des comités de la production (...), l'exigence de dissolution des corps armés étatiques (...) et la jonction avec par exemple le comité occupant le palais présidentiel, eussent constitué les premiers pas d'une révolution communiste", cela relève purement d'une vision fantasmagorique des conditions de la révolution prolétarienne, ramenée selon la logique implacable du FOR à une série de "mesures", de recettes à la sauce "y'a qu'à" et qui ne fait que révéler la démarche volontariste, étrangère au marxisme, dont ces camarades ne parviennent décidément pas à se décrocher. Faut-il rappeler au FOR que "les premiers pas d'une révolution communiste", c'est l'organisation du prolétariat en classe, sur son terrain de classe et que, avant de prendre les armes, le prolétariat doit d'abord s'armer de sa conscience. Et, en Roumanie, il n'y avait rien de tout cela.

LA COMPREHENSION DES CONDITIONS DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE : UNE NECESSITE VITALE POUR LES REVOLUTIONNAIRES

Selon BC, "il existait en Roumanie toutes les conditions objectives et presque toutes les conditions subjectives pour que l'insurrection puisse se transformer en réelle et authentique révolution sociale". Pour ce qui concerne les conditions objectives de la révolution prolétarienne, BC n'a vraiment rien inventé. Cela fait plus de 3/4 de siècle que les révolutionnaires ont toujours affirmé que l'entrée de capitalisme dans sa phase de décadence avait mis à l'ordre du jour la nécessité et la possibilité de la révolution, non seulement dans des aires géographiques où la classe ouvrière subit la misère et l'oppression capitalistes de façon particulièrement brutale, mais dans toutes les parties du monde. Sur ce point, on ne peut qu'être d'accord avec BC.

Mais là où l'analyse de BC commence franchement à friser le délire, c'est lorsqu'elle affirme que "presque toutes les conditions subjectives" étaient présentes en Roumanie et que l'échec de cette "insurrection" était du essentiellement à "l'absence d'une force politique authentiquement de classe". Et il faudra attendre la conclusion de cet article pour découvrir enfin que cette fameuse force politique qui a tant fait défaut à l'insurrection en Roumanie n'est rien de moins que... le parti révolutionnaire ! Voilà la seule leçon que BC ait été capable de tirer des massacres de prolétaires en Roumanie : "l'insurrection roumaine montre à quel point il est urgent de reconstruire le parti révolutionnaire à l'échelle mondiale qui sache reprendre le fil rouge rompu par le stalinisme".

Ainsi, toujours fidèle à sa démarche consistant à dire une chose et son contraire, d'un côté BC déplore que le prolétariat en Roumanie ait été "animé par une terrible illusion : la démocratie bourgeoise", de l'autre elle affirme que toutes les conditions subjectives pour la révolution étaient présentes... excepté le parti. Or, dans la vision marxiste, la maturité des conditions subjectives n'est rien d'autre que le degré de conscience atteint par les masses des buts et des moyens de leur combat. Cette maturité s'exprime en particulier par l'auto-organisation du prolétariat en classe, par le surgissement de cette "forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat" (Lénine) que sont les conseils ouvriers, conditions subjectives fondamentales de la révolution communiste que BC semble ignorer superbement. Et où était l'organisation autonome du prolétariat en Roumanie ? Où se trouvaient les conseils ouvriers ? Lorsque des millions d'ouvriers adhèrent aux mensonges démocratiques, abandonnant toute revendication de classe pour réclamer des "élections libres", un Parlement, des droits syndicaux, et entonnent des chants patriotiques sous les drapeaux de l'Etat national, comme c'est aujourd'hui le cas dans ce pays (et dans tous les pays de l'Est), oser affirmer qu'il s'agit là des prémices de la révolution communiste, c'est carrément se moquer du monde. Déjà au moment des événements sanglants qui ont secoué la Chine au printemps 89, les oscillations de BC sur la nature de classe de ce mouvement nous avaient donné un avant-goût du degré de désorientation de cette organisation (cf. RI n° 182) L'analyse que BC développe aujourd'hui sur les événements sanglants de Roumanie montre à quel point, à force d'avaler toutes les couleuvres de la propagande bourgeoise, cette organisation a fini par perdre complètement la tête.

Mais, nous répliquera BC, si la force politique essentielle, le parti révolutionnaire, avait été présent en Roumanie, il aurait été capable de donner une orientation claire aux masses prolétariennes les empêchant de se fourvoyer derrière les idéaux bourgeois. Malheureusement, il n'est pas venu à l'esprit des camarades de BC de se poser sérieusement la question : pourquoi le parti de classe était-il absent en Roumanie ? Affirmer que la contre-révolution stalinienne

(SUITE DE LA PAGE 4)

a systématiquement laminé toute possibilité de surgissement d'une avant-garde du prolétariat est une réponse largement insuffisante. Encore faut-il comprendre que c'est justement le degré de conscience politique dans l'ensemble de la classe ouvrière qui constitue la condition de surgissement du parti révolutionnaire. C'est malheureusement ce que BC est incapable de comprendre avec sa vision d'un parti révolutionnaire parachuté, surgissant ex nihilo et seul détenteur de la conscience de classe (cf. l'article "Conscience de classe et parti" dans notre Revue internationale n°57).

Les aberrations de BC sur la significations des événements de Roumanie trouvent leur origine dans une incompréhension de fond des conditions premières de la révolution communiste : ce n'est qu'à l'échelle mondiale que peut s'évaluer le rapport de forces entre les classes, que se pose la question de la maturité des conditions de la révolution. Et dans ce cadre international, c'est le niveau de conscience des bataillons les plus expérimentés du prolétariat mondial, celui d'Europe occidentale, qui constitue le facteur déterminant l'ouverture d'une réelle perspective révolutionnaire et non pas là où la classe ouvrière est la plus faible, la plus mystifiée, la plus soumise à l'idéologie bourgeoise.

Qu'un groupe comme le FOR ne se soucie nullement du cadre international pour comprendre la nature de classe des événements de Roumanie n'a rien d'étonnant : c'est avec la même désinvolture que cette organisation issue du trotskysme a toujours salué la guerre d'Espagne en 36 comme une authentique révolution prolétarienne alors que cet épisode sanglant, qui se déroulait dans un contexte de contre-révolution à l'échelle internationale, fut une tragédie pour le prolétariat dans la mesure où il ne faisait que préparer le déchaînement de la deuxième guerre mondiale. Mais qu'une organisation comme BC qui, elle, se réclame de la gauche communiste se rallie aujourd'hui à la démarche du FOR prouve à quel point ces camarades sont désorientés et ont perdu toute notion des critères déterminant une perspective révolutionnaire (2).

LES CAUSES DU DEBOUSOLEMENT ACTUEL AU SEIN DU MILIEU REVOLUTIONNAIRE

Les prises de positions de BC et du FOR concernant les événements de Roumanie sont particulièrement significatives du degré de débousollement, de confusion, dans lequel se trouve aujourd'hui le milieu révolutionnaire. On doit constater que plus l'Histoire s'accélère, plus les faiblesses programmatiques de ces groupes les font marcher à contretemps de la réalité qui se déroule sous leurs yeux. Ainsi, lorsque la lutte de classe connaissait un réel développement dans les pays centraux du capitalisme avec la reprise des combats ouvriers à l'automne 83, lorsque le prolétariat le plus expérimenté du monde tendait de plus en plus, dans ses luttes, à briser l'encadrement syndical, la plupart des groupes du milieu révolutionnaire ne cessaient de souffler le froid, incapables de reconnaître les avancées de la lutte de classe. En revanche, lorsque le prolétariat quitte son terrain de classe pour se laisser embrigader derrière les mystifications bourgeoises, lorsqu'il se fait massacrer pour des intérêts qui ne sont pas les siens, comme c'est le cas aujourd'hui dans les pays de l'Est, alors ces mêmes organisations révolutionnaires s'extasient devant les "formidables pas en avant" de la lutte de classe, allant même jusqu'à proclamer qu'une situation pré-révolutionnaire, insurrectionnelle, s'est ouverte dans ces pays. Il faut être particulièrement aveugle et borné pour ne pas savoir faire la différence entre un coup d'Etat fomenté par une clique bourgeoise qui cherche à sauver sa peau et une insurrection prolétarienne !

Un tel débousollement s'explique, en réalité, par le fait qu'aucun de ces groupes révolutionnaires n'a la moindre idée de ce que peut être un cours historique. C'est bien pour cela que le FOR n'avait pas compris que le rapport de forces entre les classes dans les années 30 ne pouvait déboucher que sur la perspective d'une deuxième guerre mondiale et voyait dans la guerre d'Espagne une révolution prolétarienne.

Quant à BC, l'analyse du cours historique a toujours été le dernier de ses soucis. Que la société s'achemine vers la barbarie généralisée ou vers des affrontements révolutionnaires dont dépend l'avenir de l'humanité, cela n'a au fond aucune importance pour BC. Sans ce cadre d'analyse fondamental, sans une vision claire du cours historique actuel, ces groupes politiques ne peuvent être que condamnés à se laisser balloter au gré des événements, à être constamment à côté de la plaque face aux coups d'accélération de l'Histoire.

A force de courir après TOUT ce qui bouge, on court le risque de ne pas voir CE qui bouge réellement. Heureusement que BC, pas plus que le FOR, n'a aucune influence réelle au sein de la classe ouvrière car avec de telles confusions, elle ne pourrait la conduire qu'à la catastrophe.

A baisser le pied quand l'escalier monte et à le lever quand l'escalier descend, ces groupes révolutionnaires ne perdent aucune occasion de se casser la figure. Ce faisant, ils se sont avérés incapables d'encourager la classe ouvrière, d'impulser ses luttes lorsque celles-ci se développaient tout au long des années 80. Ils risquent demain de la précipiter dans l'aventure s'ils continuent sur la même lancée.

Avril

(1) Ce type de préoccupation n'était probablement pas absent chez les membres de BC qui, à l'issue d'une récente réunion publique de ce groupe, à Milan, sont venus reprocher à l'un de nos militants d'avoir, lors de celle-ci, critiqué les prises de position de BC sur la Roumanie et annoncé la tenue de notre propre réunion publique. Visiblement, cela dérange BC que ses sympathisants puissent prendre connaissance de nos analyses et de nos critiques à son égard : n'est-ce pas un aveu de ses propres faiblesses ? Ce groupe préférerait probablement "garder au chaud", à l'abri des "mauvaises fréquentations", SES contacts. Pour notre part, nous considérons que ce n'est pas le meilleur moyen de développer une clarté parmi les éléments qui essayent de comprendre les enjeux des événements présents. Nous avons une toute autre idée du débat politique.

(2) BC se prépare-t-elle à rééditer l'"exploit" de son "organisation-soeur", le CWO de Grande-Bretagne, qui, en 81, alors que le prolétariat de Pologne était complètement isolé au niveau international, l'appela à faire "la révolution maintenant". Avec de telles analyses, on peut tout craindre.

ALLEMAGNE

LE CCI ASSUME SON ROLE D'AVANT-GARDE DU PROLETARIAT

■ Suite de nombreuses demandes en réunions publiques, en permanences et dans les discussions avec des contacts, nous publions ci-dessous les premiers éléments de l'intervention du CCI en Allemagne depuis le début des principaux événements à l'Est. (1)

Dès la fin octobre 89, la presse du CCI en langue allemande, Weltrevolution, a pris position dans son n°39 sur les racines de l'effondrement du bloc de l'Est, (2) et a dénoncé dans différents articles les campagnes bourgeoises autour de la "faillite du communisme", la "victoire de la démocratie" et "du capitalisme occidental" en montrant notamment la réalité barbare du système capitaliste à l'Ouest. Dès ce moment, Weltrevolution traçait comme perspective la remise en cause de l'existence de l'Etat est-allemand (3) et mettait en garde la classe ouvrière des deux Allemagnes contre le danger du démocratisme et du nationalisme.

Dès la chute du mur de Berlin (le 9/11/89), la tâche a été de combattre avec la plus grande énergie l'immense euphorie dans la "démocratie" régnant en particulier parmi les ouvriers et toute la population d'Allemagne de l'Est, et son impact sur la conscience des ouvriers d'Allemagne de l'Ouest. Il était nécessaire de montrer clairement aux ouvriers de l'Est et de l'Ouest les perspectives catastrophiques qui les attendaient à court et moyen terme, de les mettre en garde contre les pièges démocratiques et réformistes, contre le danger du nationalisme qui accompagnait la question de la "réunification allemande" et de les appeler à se maintenir sur le seul terrain de la classe ouvrière, celui de la défense de ses conditions de vie.

Un supplément à Weltrevolution a été publié et diffusé immédiatement après la chute du mur de Berlin pour défendre ces positions et ces perspectives ("L'effondrement à l'Est annonce l'aggravation de la crise aussi à l'Ouest"). Ce supplément sous forme journal a été diffusé non seulement dans les usines, aux ouvriers chômeurs et sur les lieux de travail habituels, mais aussi auprès des travailleurs d'Allemagne de l'Est qui venaient en masse le week-end en RFA, et dans les rues de Berlin fin novembre, après l'euphorie carnavalesque qui a suivi la chute du Mur. C'était alors le début du retour à la réalité et à la réflexion. Le supplément a reçu un bon accueil, d'autant plus encourageant que le prolétariat d'Allemagne de l'Est appartient au prolétariat le plus développé politiquement et avec une des plus grandes traditions révolutionnaires mais qu'il est aussi celui qui a été écrasé de façon dramatique depuis presque un siècle par successivement, la Social-démocratie, le fascisme et le stalinisme.

En novembre, ont pris part à une réunion publique à Cologne des éléments venus de Cologne et ses environs, du Sud de l'Allemagne et de Suisse. Les participants manifestaient le besoin de comprendre et clarifier la nature des événements de l'Est et ses perspectives. La majorité d'entre eux étaient déboussolés par le poids des campagnes de la bourgeoisie occidentale. La discussion a été selon eux un moment important d'encouragement, du fait de la détermination du CCI à ne pas céder à la démoralisation et à la passivité face à la nouvelle situation. Plus d'une centaine d'exemplaires du supplément à Weltrevolution ont été vendus peu après aux portes des usines à Zürich.

Une fois passée l'ambiance euphorique de la chute du Mur, l'intervention a été ensuite orientée autour du bilan du stalinisme. Il s'agissait de montrer historiquement et concrètement sa nature et ses origines, tout en combattant les énormes illusions sur les possibilités d'un avenir meilleur au sein du capitalisme occidental. Ce qui fut fait en rappelant l'histoire de la démocratie et la réalité de misère et de barbarie des régimes "démocratiques". Il était également indispensable d'appeler les ouvriers d'Allemagne de l'Est, face aux intenses campagnes électorales et nationalistes, à défendre le seul terrain de classe, celui des luttes ouvrières sur des revendications de classe. C'est le contenu d'un tract du CCI diffusé à Berlin mi-novembre, s'adressant directement aux ouvriers d'Allemagne de l'Est ("Après 40 ans de stalinisme, quel bilan, quelles perspectives"). Et ce fut aussi l'essentiel du contenu de Weltrevolution n°40 paru peu après qui traçait comme perspective :

- l'avenir pour la RDA n'est pas celui d'un "boom" économique et de la "liberté" tant vantés par la bourgeoisie, mais celui d'une paupérisation et d'un chômage de masse, prix de l'"intégration" dans le marché à l'Ouest,
- l'aggravation sans précédent des conditions de vie à tous les niveaux (chômage, salaires, logement, prestations sociales, etc.) des ouvriers de l'Ouest,
- la nécessité de luttes de résistance commune des ouvriers à l'Est et à l'Ouest, profitant de l'ouverture du rideau de fer,
- une mise en garde des ouvriers à l'Est face au faux choix de la bourgeoisie : "réunification ou indépendance de la RDA",
- un rappel pour la classe ouvrière à l'Est de l'expérience des luttes ouvrières de l'Ouest pour se donner les moyens de mener des luttes vraiment efficaces sur des revendications de classe.

Après la chute sanglante du régime stalinien de Roumanie début janvier, un nouveau tract ("Le stalinisme assassine en Roumanie, la démocratie au Panama") a été distribué à Berlin. Il dénonce les deux massacres commis simultanément par le stalinisme en Roumanie et la démocratie au Panama comme les deux visages d'une même réalité, le capitalisme décadent, et lutte contre les campagnes bourgeoises, en particulier celle sur la "réunification de l'Allemagne" de plus en plus au premier plan de la scène.

La presse, les tracts du CCI ont été particulièrement bien accueillis par les ouvriers de RDA. Beaucoup de discussions, de ventes, de correspondances, de demandes de prise de contact. Pour ces ouvriers, privés de toute propagande révolutionnaire depuis plus de 60 ans, il y avait tout à la fois la surprise, la curiosité et l'intérêt de trouver une organisation révolutionnaire qui rejetait pleinement le stalinisme sans rejeter le communisme et qui parlait des véritables questions qui concernent la classe ouvrière. Quelques vieux ouvriers ont acheté la presse avec émotion car celle-ci leur rappelait immédiatement l'histoire du mouvement ouvrier passé, l'un

d'entre eux demandant explicitement si elle avait des liens avec les positions des IKD, Rosa Luxembourg et autres noms de la gauche allemande.

L'écho positif de l'intervention en RFA s'est surtout concrétisé parmi les ouvriers au chômage, sur les lieux de travail et dans les ventes en librairies des grandes villes.

Une réunion publique à Berlin début janvier a été convoquée par tract. Elle a vu la présence d'éléments d'Allemagne de l'Est en plus de participants de l'Ouest. La discussion s'est axée sur les perspectives de la situation de l'Allemagne de l'Est. Il a fallu combattre les fortes illusions des éléments de l'Est sur une possibilité d'une sortie de la crise avec l'intégration de la RDA au marché occidental ou encore l'idée de chercher une solution aux problèmes en RDA elle-même. Au départ fortement choqués par les sombres perspectives mises en avant par le CCI et les éléments de l'Ouest, ceux de RDA ont commencé à cerner la réalité de la gravité de la situation, après avoir mieux saisi le contexte historique et international de la crise du capitalisme. Face à un jeune élément actif dans le "Neues Forum" et très ouvert dans la discussion, la réunion publique a mis en garde fermement contre les dangers du démocratisme, du parlementarisme, du nationalisme et de la défense de l'Etat et a interpellé les éléments de l'Est pour regarder la réalité avec un autre point de vue que celui déformé par le stalinisme ou celui encore plus dangereux aujourd'hui de "l'anti-stalinisme".

A la réunion publique de Cologne qui s'est tenue peu après avec à nouveau des participants venus de Suisse et de RFA, la discussion a été axée sur les perspectives économiques de l'intégration de l'Est au marché mondial et les implications de l'effondrement du bloc stalinien pour la classe ouvrière à l'Ouest.

Nous avons déjà largement démontré dans nos colonnes tous les dangers et les difficultés de la période historique présente pour le prolétariat. Le CCI sait en particulier que l'écho positif qu'il vient d'avoir en Allemagne peut ne pas se maintenir ou se développer dans des conditions aussi favorables que celles qu'il vient d'avoir juste après les premiers bouleversements à l'Est. Mais loin de le décourager, ces difficultés ne font que renforcer sa conviction et sa détermination militante pour poursuivre son activité opiniâtre au sein de la classe ouvrière. Non pas pour consoler celle-ci, mais pour mettre clairement devant ses yeux que malgré toute la difficulté du chemin à parcourir, il n'en existe pas d'autre que celui de la révolution prolétarienne mondiale. Les échos positifs de son intervention en Allemagne, surtout au sein du prolétariat d'Allemagne de l'Est est un immense encouragement dans cette voie. La chute du mur de Berlin a ouvert en particulier la possibilité et la nécessité d'une intervention révolutionnaire vis-à-vis du prolétariat d'Europe de l'Est. La responsabilité de l'intervention du CCI en langue allemande est d'autant plus importante et déterminante qu'elle rompt le silence des organisations révolutionnaires imposé depuis presque un demi-siècle par les régimes stalinien de l'Est.

La responsabilité du CCI est immense face à la nouvelle période historique. Elle montre plus que jamais le besoin de s'appuyer sur une analyse claire et cohérente de la réalité et sur une volonté militante de la défendre dans toutes les manifestations de la vie ouvrière.

Le 20/2/1990 WR

(1) Toutes les publications, presse, tracts en allemand sont disponibles en écrivant à l'adresse du CCI en Allemagne.

(2) Cf article publié dans RI 184 "Les convulsions mortelles du stalinisme".

(3) Cf article dans RI 184 "La RDA au coeur de la tourmente".

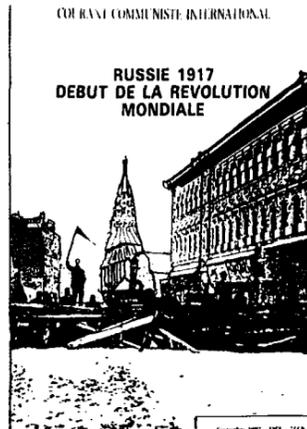
LISEZ NOTRE BROCHURE :

■ A l'heure où la bourgeoisie de l'Occident "démocratique" exploite à fond l'effondrement du bloc de l'Est pour proclamer que "le communisme a fait faillite", il revient aux organisations révolutionnaires de dénoncer cet ignoble mensonge consistant à identifier le stalinisme au communisme. En défense de la véritable nature de ce qui reste la plus grande expérience révolutionnaire du prolétariat mondial, le CCI a fait paraître une brochure consacrée à la Révolution russe.

En réaffirmant le caractère prolétarien d'Octobre 1917, en s'efforçant d'en tirer les principaux enseignements, cette brochure combat tous les mensonges et falsifications de l'idéologie dominante suivant lesquels "la révolution communiste ne peut conduire qu'au Goulag" :

- la Révolution russe de 1917 ne fut pas un coup d'Etat fomenté par un parti "totalitaire" particulièrement habile dans la manipulation des masses. Elle fut une grandiose action des masses exploitées pour devenir maîtresses de leurs propres destinées, pour commencer la construction d'une autre société, une société sans exploitation, sans guerres, sans classes, sans nations, sans misère : une société communiste ;
- il n'y a aucune continuité mais une rupture radicale entre Octobre 1917 et le stalinisme. La révolution russe mourut étouffée, isolée, du fait de la défaite des tentatives révolutionnaires dans le reste de l'Europe, notamment en Allemagne. La bureaucratie stalinienne en fut l'hypocrite et impitoyable bourreau ;
- la version totalement défigurée que l'idéologie stalinienne a donnée pendant des décennies de la Révolution russe n'avait d'autre objectif que de faire oublier l'effroyable répression à laquelle le stalinisme s'est livré contre les ouvriers et les bolchéviks ; de tenter de justifier ce qui reste aujourd'hui encore un des plus grands mensonges de l'histoire : l'assimilation du capitalisme d'Etat russe au "communisme".

Nous recommandons la lecture de cette brochure à tous nos lecteurs et les invitons à nous aider à la diffuser le plus largement possible.



LE GOUVERNEMENT COGNE TOUJOURS PLUS FORT...

■ Avec l'ouverture de la nouvelle décennie et avec la nouvelle récession qui se développe, la bourgeoisie française, tout comme celles de l'ensemble des pays développés, est bien décidée à lancer une féroce offensive sur les conditions de vie des ouvriers. Les grands axes du gouvernement "socialiste" et "démocratique" sont clairement définis ; l'attaque anti-ouvrière est on ne peut plus claire et nette : lois sur le travail temporaire et l'intéressement, retraites et santé, Fonction publique. Ces grands axes de l'action "sociale" du PS signifient toute une série de mesures à travers lesquelles la bourgeoisie se donne les moyens de frapper les ouvriers en les rendant toujours plus corvéables aux besoins d'une économie capitaliste plus chancelante que jamais.

Les discours hypocrites et le flou dont le gouvernement entoure la manière dont il va traiter ces grands "dossiers", main dans la main avec le patronat et les syndicats, ne doivent pas faire illusion sur ce qui attend la classe ouvrière : une attaque en règle, puissante, sans précédent, sur le salaire social, les chômeurs, et sur les salaires de la Fonction publique, c'est-à-dire sur l'ensemble des ouvriers et sur l'ensemble de leurs conditions de vie.

LOI SOISSON SUR LE TRAVAIL PRECAIRE : LES CHOMEURS EN LIGNE DE MIRE

Typique de l'hypocrisie de la bourgeoisie et de sa gauche, cette loi ne vise nullement à améliorer le sort des ouvriers en forçant, comme le gouvernement voudrait le faire croire, les patrons à embaucher moins d'ouvriers sous contrat de courte durée ou d'intérimaires, au profit d'embauches plus définitives. Ce à quoi elle engage, c'est à ce que les patrons embauchent moins, purement et simplement.

Mais pour les chômeurs, pour les ouvriers qui trouvaient dans ce type de travail de quoi subsister occasionnellement et résister à la misère grandissante, la loi va aggraver encore leurs conditions de vie, les jeter encore plus dans le dénue-

ment. Enfin, la loi Soisson va permettre de rayer des listes de chômage des centaines de milliers d'ouvriers et de diminuer ainsi le nombre des chômeurs officiels des statistiques ! C'est de cette manière que la bourgeoisie française "s'attaque" au problème du chômage depuis 83, c'est-à-dire s'attaque aux chômeurs, en trafiquant ses chiffres grâce aux fins de droit, aux stages de tous genres, aux pré-retraites. Rocard pouvait "se féliciter" que le nombre des chômeurs et pré-retraités indémnisés ait baissé de 1,8 % de décembre 88 à décembre 89, se félicitant encore des 80 000 emplois "créés" à peu près dans la même période grâce aux avantages accordés aux en-

treprises en matière de cotisations. Cela alors que 5 000 licenciements vont tomber dans la sidérurgie ("en bonne santé" !) en 1990, en plus des 100 000 effectués depuis 1980, alors que Renault va licencier 4 à 5 000 salariés cette année, que la SNCF annonce 18 000 suppressions d'emplois en 4 ans, en plus des 35 000 effectuées depuis 5 ans, alors que Bull SA, industrie "de pointe", prévoit au moins 1 200 suppressions d'emplois pour les mois à venir, pour ne citer que quelques exemples, sans compter tout ce qui va tomber dans les PME et entreprises sous-traitantes.

Aussi, les ouvriers ne doivent pas se laisser leurrer par les discours "sociaux" du gouvernement, celui-ci ne cherche avec cette loi qu'à leur enfoncer encore plus la tête sous l'eau, à se débarrasser purement et simplement d'un nombre grandissant de chômeurs.

SANTÉ-RETRAITES : UNE NOUVELLE ATTAQUE SUR LE SALAIRE SOCIAL

Avec la santé et les retraites, le gouvernement va s'appliquer à faire supporter encore plus de charges sociales aux ouvriers et diminuer encore leur niveau de vie déjà profondément atteint, au contraire du mensonge sur "l'augmentation de l'épargne des français" (Libération).

Pour la santé, on nous parle déjà d'un déficit de la Sécurité Sociale de 4,8 milliards de francs en 89 "à cause d'un dérapage (!) de l'assurance-maladie" au lieu du bilan positif prévu de 0,8 milliards de F. Les ouvriers se soignent trop (!), pour rien sûrement. On a déjà entendu ce discours écoeurant il y a quelques années avant l'instauration du forfait hospitalier, des diminutions de remboursement (dont celui du traitement de la tuberculose) et des augmentations de cotisations sur les feuilles de paye. Le sale baratin actuel, le traficage des chiffres ne va conduire qu'à une nouvelle augmentation de ces charges pour les ouvriers et à une diminution et une aggravation de leurs conditions de vie.

Quant à l'intention du gouvernement de "s'occuper" des retraites, il ne s'agit pas non plus d'autre chose que d'une attaque sans précédent contre la classe ouvrière. Et à double titre, parce qu'elle signifie une augmentation des cotisations-retraites prélevées sur les salaires, et une augmentation simultanée du temps de travail nécessaire pour toucher une retraite-peut-être-décente.

C'est avec le pire cynisme que le CNPF "constate" que "37 années et demi d'activité professionnelle sont (!) insuffisantes. Cette durée devrait être progressivement augmentée". Et dans un même élan, le gouvernement pense augmenter les cotisations sociales, représentant déjà 14 % des salaires ou-

vriers parce que ce sont les ouvriers qui vont forcément supporter le financement de leur retraite, pas l'Etat-patron.

FONCTION PUBLIQUE : UNE ATTAQUE MASSIVE

Depuis des années, PS en première ligne, la bourgeoisie fait tout son possible pour attaquer ce secteur, derrière ses campagnes sournoises sur les "nantis" (Mauroy) de la Fonction publique, ceux qui avaient du travail et "osaient" réclamer des salaires décents en pleine montée du chômage. Sous ce prétexte, le PS avait lourdement augmenté les cotisations salariales des fonctionnaires, déguisant l'opération en "cotisation-solidarité" envers les chômeurs. Depuis, la campagne de culpabilisation, parallèlement à toute une série de mesures découlant de la "loi sur l'aménagement du temps de travail", n'a pas cessé. Aujourd'hui, le gouvernement passe à une phase importante de cette stratégie visant à soumettre les salariés de la Fonction publique aux mêmes attaques que ceux du secteur privé.

L'objectif essentiel du démantèlement de la grille de la Fonction publique, avec son corollaire, l'intéressement au mérite, est de chercher à désamorcer et briser les capacités d'unité et d'extension qui existent d'emblée dans ce secteur, de part les intérêts communs qui y existent, à briser les explosions de colère, en créant des catégories intermédiaires (comme le C 21 ne concernant que certaines catégories d'infirmières) et des intérêts corporatistes au sein-même de ce secteur. Diviser pour mieux régner, telle est la tactique à laquelle la bourgeoisie s'emploie aujourd'hui chez les fonctionnaires, ces "nantis", afin de leur porter un coup sans précédent.

Mettant en avant de vagues et minables augmentations de salaires pour certains, le gouvernement s'attache à isoler, diviser, afin de porter plus avant son offensive anti-ouvrière.

L'ensemble de ces nouvelles mesures, sur la précarité, la santé, les retraites, la Fonction publique, que le PS a mis en route signifient des attaques frontales contre la classe ouvrière, une accélération nouvelle contre toutes ses conditions de vie, pour le futur immédiat tout d'abord et pour toute la période à venir. La loi de l'exploitation capitaliste dans le marasme économique qui prédomine pousse toutes les bourgeoisies à accentuer la pression sur les ouvriers. Et c'est l'ensemble de ceux-ci qui va trinquer, chômeurs et actifs et dans tous les secteurs, public ou privé, s'ils restent passifs et se laissent leurrer par les discours lénifiants de tous ceux, syndicats en tête, qui ne cherchent qu'à les désarmer et les déboussoler pour leur faire subir, au plus fort, la misère capitaliste.

PPR

... LES SYNDICATS SABOTENT LA RIPOSTE OUVRIERE

■ Les discours tonitruants de la classe dominante, comme quoi il fait bon vivre dans le capitalisme libéral et démocratique d'Occident n'ont pas empêché les conditions d'existence de la classe ouvrière de continuer à se dégrader à grande vitesse, bien au contraire ! Et face aux salaires de misère, aux licenciements et suppressions d'emploi qui se multiplient, à la dégradation générale des conditions de travail dans tous les secteurs, la colère ouvrière est énorme et tend aujourd'hui à éclater au grand jour. Pourtant, il faut constater que jamais depuis longtemps la combativité ouvrière n'a été à ce point morcelée, dispersée et réduite à l'impuissance. A la SNCF, à la RATP ou la BNP, et partout où la classe ouvrière s'est mobilisée contre les attaques capitalistes, les luttes ouvrières de ces dernières semaines se sont retrouvées empêtrées comme jamais dans les mailles du filet syndical, saucissonnées, enfermées dans l'impasse du corporatisme, et conduites les unes après les autres à la défaite.

Jamais depuis bien longtemps en effet, les syndicats n'ont été aussi omniprésents sur le terrain des luttes ouvrières. Et non seulement ils sont omniprésents, mais jamais ils n'ont montré une telle capacité à garder de bout en bout les luttes sous leur contrôle, ne laissant place à aucun débordement, à aucune initiative de la part des ouvriers pour prendre en mains et étendre leur combat.

Cette situation, c'est celle qui voit les "journées d'action" de 24h, appelées par les syndicats, et qui hier encore étaient massivement désertées par les ouvriers, être aujourd'hui largement suivies, comme celle du 31/01 à la SNCF, sans avoir d'autres résultats que de défouler la colère et de renforcer au sein de la classe le sentiment d'impuissance.

Cette situation, c'est celle qui voit les ouvriers de la RATP, partis spontanément en grève le 30/01 sur la ligne A du RER contre la mise en place des nouveaux horaires, se soumettre aux consignes syndicales et accepter au bout de 24h d'abandonner la lutte, le jour-même de la journée d'action à la SNCF, sans qu'aucun contact n'ait pu s'établir entre les deux secteurs en grève. Une fois le travail repris, et grâce aux bons soins des syndicats, la direction de la RATP a pu une semaine plus tard imposer les nouvelles cadences sans que les ouvriers n'aient plus les moyens de réagir.

BNP : UN EXEMPLE DE COMBATIVITE OUVRIERE PIEGEE

Cette situation, c'est aussi celle où les employés de la BNP se sont retrouvés, près de 9 semaines durant, embarqués dans une grève longue et isolée, enfermés dans le corporatisme, manipulés du début à la fin par les différentes chapelles syndicales et gauchistes qui se partageaient la direction de la grève, pour aboutir finalement à une défaite cuisante, sans qu'à aucun moment ils n'aient eu les moyens d'avoir le moindre contrôle sur les événements.

La grève démarre à la mi-décembre au centre des opérations étrangères de Barbès en réaction aux nouvelles attaques de la direction : augmentations de salaires dérisoires et poursuite du plan de dégraissage avec 1000 nouvelles suppressions d'emploi en 1990, ceci alors que 10.000 emplois ont déjà été supprimés en 10 ans (sur 40.000 travailleurs aujourd'hui), et que rien qu'à l'usine de Barbès, c'est plus de la moitié des effectifs qui ont disparu, avec ce que cela implique comme dégradation des conditions de travail, tout cela sur fond de salaires de misère qui stagnent désespérément depuis des années. Le 12/12, la grève éclate, entraînant d'abord une centaine d'ouvriers et s'élargit dès le lendemain

à l'ensemble du centre, avant de s'étendre à d'autres centres de la région parisienne dans les jours qui suivent.

Mais la mobilisation va se retrouver immédiatement sous contrôle. Le "comité de grève" aussitôt auto-proclamé dès la première AG, n'est qu'une émanation directe de la CGT, qui s'offre ainsi à bon compte une image radicale. En fait, sous ce déguisement, elle fera tout au long de la grève son travail habituel d'encadrement de la combativité, en se partageant le travail avec les autres syndicats.

Lorsque, fin décembre, le mouvement s'étend dans les agences parisiennes, là encore ce sont des comités de grève et une "coordination" totalement parachutés, derrière lesquels se cachent les unions locales syndicales (CFDT en particulier) et leurs militants gauchistes, qui prennent immédiatement la direction des opérations. Et tout ce beau monde va se charger de soumettre le déroulement de la grève... aux syndicats ! Ainsi le premier acte de ces "comités de grève" sera de réclamer "le soutien de tous les syndicats", faisant de "l'unité syndicale" le cheval de bataille de la grève, la soumettant ainsi à un objectif qui consiste une fois de plus à demander aux ouvriers de s'en remettre aux saboteurs professionnels de leurs luttes. Comme disent les trotskystes de la LCR, champions de cette politique tout au long de la grève, "les organisations syndicales jouent leur rôle en favorisant l'union du personnel, en aidant et en développant le comité de grève" ("Rouge" du 11/1).

Dès lors, les assemblées générales ne seront plus que des chambres d'enregistrement des prises de paroles syndicales et de leurs décisions. Dès lors, les syndicats, solidement implantés sur le terrain, vont pouvoir commencer leur habituel partage du travail entre "durs" et "mous", pour organiser la division et le saucissonnage du mouvement. Pendant que les uns, la CGT et les gauchistes, tiennent un langage radical et jusqu'au-boutiste et font de la surenchère démagogique sur les revendications (1500F pour tous), les autres, l'intersyndicale CFDT-FO-CFTC-SNB, adoptent un profil bas, s'opposant à la grève reconductible et mettant en avant des revendications plus "réalistes". C'est l'intersyndicale qui se chargera de négocier et de porter le chapeau de la défaite du mouvement, tandis que les "radicaux" se garderont bien de se mouiller dans les négociations, et de leur côté se chargeront d'épuiser les secteurs les plus combatifs.

A cette caricature d'"organisation de la grève par les grévistes eux-mêmes", où les ouvriers sont en fait pris en étau dans la gue-guerre que se livrent les différents camps syndicaux, s'ajoute une caricature d'"extension" de la grève. Là encore, durs et mous vont se partager le travail. L'intersyndicale se charge d'une pseudo-extension nationale, appelant à la mobilisation en province, dans des secteurs moins combatifs et qu'elle contrôle bien. La CGT et les comités gauchistes, eux, reprennent à leur compte le besoin ressenti par les grévistes de ne pas rester enfermés dans l'entreprise BNP, en organisant des "brigades d'extension" qui visitent les agences des autres banques en demandant une solidarité financière et en appelant à une "journée d'action inter-bancaire" pour le 24 janvier, soit après déjà 6 semaines de grève à la BNP, à un moment où la mobilisation s'est largement éteinte, et qui ne verra la participation que de quelques centaines d'ouvriers d'autres banques. Tout au long de son déroulement, la grève va rester totalement repliée sur elle-même, enfermée non seulement dans le secteur bancaire, mais dans la seule BNP.

Le 30/01, l'intersyndicale signe un accord crapuleux avec la direction qui consacre la défaite du mouvement. Non

seulement, ce ne sont que quelques francs supplémentaires par rapport aux propositions initiales qui sont accordés, mais les retenues pour fait de grève sont énormes, condamnant les grévistes à des amputations sur les fiches de salaires jusqu'en 1991. La CGT, qui bien entendu, s'est gardée de signer quoi que ce soit, peut se permettre alors de jouer la carte du jusqu'au-boutisme, secondée par les fractions gauchistes, et d'appeler à durcir le mouvement. La dynamique est définitivement et depuis longtemps brisée et la grève va s'effiloche lentement pendant encore plus de deux semaines, épuisant les uns après les autres les derniers secteurs combatifs, dans la division la plus totale, et rendant la défaite plus cuisante encore.

AUCUNE CONFIANCE DANS LES SYNDICATS !

Cette expérience montre une fois de plus que la moindre once de confiance accordée aux syndicats, camouflés ou non derrière des "coordinations" et "comités de grève" se paye au prix fort. Rappelons-nous qu'il y a encore un an ou deux, non seulement la classe ouvrière avait su développer une saine méfiance vis-à-vis des syndicats, mais elle avait commencé à les rejeter activement de ses luttes et démontré sa volonté de ne faire confiance qu'à elle-même pour mener le combat. Et c'est cela qui faisait sa force contre les attaques de la bourgeoisie. Aujourd'hui les sirènes de la classe dominante s'efforcent de lui faire croire qu'il n'y a pas d'autre alternative pour les ouvriers que de s'en remettre aux syndicats, qu'ils seraient "un moindre mal", un moyen "malgré tout" de se préserver une petite place dans ce système moribond. Plus que jamais, la classe ouvrière doit rester sourde à ce discours. Les syndicats sont et seront toujours les pires ennemis de leurs luttes.

PE

LISEZ LA Revue Internationale No 60 (1er trimestre 1990)

EFFONDREMENT DU BLOC DE L'EST

- La faillite définitive du stalinisme
- Thèses sur la crise économique et politique dans les pays de l'Est
- Des difficultés accrues pour le prolétariat

CRISE ECONOMIQUE MONDIALE

- Après l'Est, l'Ouest.

COMPRENDRE LA DECADENCE DU CAPITALISME

(VIII)

- La domination réelle du capital et les réelles confusions du milieu politique

CES RIPOUX QUI NOUS GOUVERNENT

■ Pasqua qui cogne sur Chirac qui rend coup pour coup, Barzack qui se prend une baffa en passant, Fabius et Jospin en pleine bagarre, Fiterman à peine sorti de l'hôpital s'en prend à Marchais qui, à force d'encaisser va finir par devoir y aller, Tapie et Le Pen menaçant de se casser la gueule en direct à la télé. Les ténors politiques de la bourgeoisie française ne manquent pas de punch... pour s'étriper !

Rénovation, reconstruction, union, fédération, association, opposition, ouverture, de la gauche à la droite, les mêmes paroles sont rituellement prononcées, proclamées même, mais elles paraissent toujours plus vides de sens. Les multiples divergences et nuances qui alimentent le fameux débat politique qui soi-disant justifie cet intense remue-ménage, se perdent dans le brouhaha médiatique. Qui comprend quelque chose aux courants du P.S. ou aux déchirements de la droite ? Pourquoi Fabius et Jospin, ou Chirac et Pasqua s'engueulent-ils ?

Le spectacle à la télé est permanent. Il est vrai que, finalement, le catch politique est plus distrayant que les discours insipides et la langue de bois stéréotypée. La classe dominante maîtrise l'art des manipulations médiatiques, elle sait mettre en scène son spectacle politique, et, quand elle n'a rien à dire ou quand ce qu'elle dit ne suscite plus trop d'intérêt, c'est le spectacle de ses propres déchirements qu'elle peut parfois même orchestrer pour donner en pâture au public, pour occuper les esprits et distraire l'attention des questions essentielles qui sont tranchées discrètement dans l'ombre de ses cabinets ministériels.

Il serait pourtant erroné de croire que tout cela n'est que pur spectacle. Les échéances électorales sont lointaines et la période propice au renouvellement des cadres et au bouleversement des alliances. Les rivalités politiques sont réelles. Les jeunes loups voraces sont pressés de pousser les vieux barons vers l'hospice sénatorial. La lutte sur les marches du pouvoir prend l'allure d'une foire d'empoigne. La bagarre est féroce et les coups de Jarnac politico-médiatiques fréquents. Mais ce qu'expriment les divisions présentes de la bourgeoisie française n'est pas une simple guerre de succession, ce qui en soi ne serait pas bien nouveau. La crise qui s'approfondit plonge toujours plus les différentes fractions de la classe dominante dans une compétition exacerbée ; ce qui est vrai sur le plan international, l'est aussi sur le plan national. Derrière les querelles de personnes, tout à fait réelles, ce ne sont pas tant des débats politiques qui se profilent mais des querelles d'intérêts où s'affrontent des clans qui dépassent les clivages politiques traditionnels. Comme dans le monde des affaires, les enjeux sont tels et la lutte pour une place au soleil si féroce que tous les coups sont permis, tous les moyens sont bons.

Les "affaires" qui éclatent de manière de plus en plus fré-

quente, que ce soit comme expression des règlements de comptes par médias interposés ou parce qu'il y a eu un dérapage et que le scandale ne peut être caché, traduisent la pourriture grandissante qui gagne la bourgeoisie et désagrège ses codes de bonne conduite destinés à sauver les apparences. Au travers des "affaires", c'est la vérité des moeurs de gangster de la classe dominante qui apparaît au grand jour, même si c'est évidemment de manière toujours incomplète et truquée par les manipulations médiatiques et éditoriales : l'affaire Pasqua-Nucci, l'affaire Péchiney, le scandale permanent du financement des partis politiques ; et enfin, Marseille, noblesse oblige, où les chirurgiens de la bande à Vigouroux montrent que ce n'est pas seulement en sortant de la salle d'opération qu'ils ont du sang sur les mains. Une infime partie de la merde généralisée qui émerge à la surface, que de mystères inexplicables, de milliards qui disparaissent, de décès suspects dans un milieu où la politique côtoie les affaires, les services secrets s'acquièrent à la mafia, le tout-Etat joue au jeu des sociétés secrètes, milieu obscur où la raison d'Etat ne se distingue plus de l'intérêt sordide. Mieux qu'un polar ! La réalité des moeurs de requins de la bourgeoisie dépasse toutes les fictions les plus sordides.

Le processus de décomposition qui mine en profondeur l'ensemble de la société capitaliste s'exprime avec éclat dans la dégradation accélérée des moeurs politico-affairistes de la bourgeoisie française. C'est une tendance générale, internationale. Partout elle s'exprime : dans la Suisse "intègre" où le scandale Kopp, ancienne ministre de la justice, montre les liens de l'Etat helvétique, soucieux de l'intérêt de ses banques, avec le trafic et le blanchiment des narco-dollars, comme dans la calme Belgique où un ancien premier ministre, Van Den Boenants, se voit à la fois impliqué dans des affaires de ballets roses, de grand banditisme -les "tueurs fous du Brabant"-, de trafic d'armes, de projet de complots qui associent des secteurs des services secrets à des officines d'extrême droite, c'est vraiment beaucoup pour un seul homme, où sont les autres ? La liste est longue des scandales, trop longue. Ce n'est plus l'exception, c'est la règle générale, c'est le mode même de vie de la classe bourgeoise au coeur du processus de décomposition généralisée de son système.

Mais, au fait, c'est de la démocratie dont nous parlons ! La quintessence des formes de gouvernement, celle qui est censée assurer la liberté et la richesse, qui sort valorisée de l'effondrement de son rival stalinien. Le modèle du bonheur capitaliste le voilà, nous l'avons sous les yeux ! Il est pourri, gangrené jusqu'à la moelle. C'est ce modèle, le modèle de son mode de vie décomposé et corrompu que la bourgeoisie veut imposer au monde entier.

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, BXL 1
1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)
Pour tous contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de REVOLUTION INTERNATIONALE avec la mention suivante : R.I./R.M

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)
(publication en langue Indi)
Pour tout contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS par chèque bancaire ou postal à adresser à la boîte postale de RI : BP 581 75027 PARIS CEDEX 01, en mentionnant sur le chèque : à l'ordre de "R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS"

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, veuiller expliquer les raisons du versement (abonnement journal ou revue, commande de brochure ou soutien etc...)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I. BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

ABONNEMENTS :

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :
FRANCE : 100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :
FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) :
FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F

Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal ;

ABONNEMENT DIFFUSEUR :

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
- Journal RI : abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.
- Revue Internationale : abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F.

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES DU CCI

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

15F + 3F pour frais d'envoi

NATION OU CLASSE

15F + 3F pour frais d'envoi

LE TROSKYSME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

15F + 3F pour frais d'envoi

PLATE-FORME ET MANIFESTE DU C.C.I.

15F + 3F pour frais d'envoi

ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE

15F + 3F

LA DECADENCE DU CAPITALISME

15F + 3F

L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION

20F + 6F pour frais d'envoi

LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE

30F + 12F pour frais d'envoi

SUPPLEMENT A LA GAUCHE COMMUNISTE

D'ITALIE : Rapports entre la fraction de gauche du PC

d'Italie et l'opposition de gauche internationale - 1929-1933

13F + 5F pour frais d'envoi

BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE

15F + 3F pour frais d'envoi

BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES (Octobre 88)

10F + 6F pour frais d'envoi

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous signalons le numéro sous lequel nous sommes répertoriés : ISSN 0336 464 X

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G. Tautin, 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267

DANS LE CAPITALISME, MEME L'EAU EST POURRIE !

■ Alerte sur l'eau ! Les nitrates attaquent. Les phosphates aussi. Les bactéries arrivent et, comme à Mexico, nous promettent la "turista" et, plus grave, des gastro-entérites aux enfants. Et si, pour y échapper, on veut boire de l'eau minérale, on risque d'y trouver du benzène ou de renifler l'odeur d'essence. C'est vrai que les médias en ont un peu rajouté ces derniers temps : l'inquiétude est une bonne affaire pour l'AUDIMAT. C'est vrai que Brice Lalonde, en provoquant les paysans-pollueurs, se faisait un peu de publicité et essayait de prouver que sa présence au gouvernement ne sert pas qu'à ramener au PS les voix écologistes. Mais derrière ce battage, il y a beaucoup plus grave. La pollution de l'eau, sa raréfaction, n'est qu'un symptôme. Un symptôme d'une maladie qui ronge la société et risque de l'emporter.

Pour expliquer la pollution de l'eau, on incrimine la sécheresse, c'est-à-dire la "fatalité". On nous refait le même coup qu'avec les famines du Sahel. Il n'y a pas de "fatalité". D'une part, la sécheresse elle-même provient en bonne partie du réchauffement de la terre qui découle, pour sa part, de "l'effet de serre" provoqué par les émanations incontrôlées de gaz carbonique. D'autre part, la technologie moderne, si elle était utilisée à bon escient, permettrait de garantir aussi bien l'irrigation des terres desséchées, que l'absence de pollution des eaux ou de l'atmosphère. Mais, au moment où l'économie capitaliste ne vit plus qu'au jour le jour (voir l'article p.1, "L'économie mondiale s'effondre"), on ne peut en attendre les investissements (non rentables immédiatement) que supposerait un tel contrôle de la qualité du cadre de vie.

Depuis des années, les écologistes ont fait du battage sur ces problèmes d'environnement. Mais la seule perspective qu'ils aient jamais su proposer, c'est de demander au capitalisme de "devenir raisonnable", de modérer sa course au profit, de "penser à l'avenir", d'instaurer une "croissance zéro".

Autant demander à un alcoolique ivre-mort la promesse de ne plus boire. La "croissance zéro", nous n'en sommes pas loin : nous pouvons faire confiance à l'économie capitaliste pour ce qui concerne l'accentuation irrémédiable de sa crise de surproduction. Mais elle ne fera qu'aggraver les problèmes : toujours plus de concurrence sur le marché mondial, donc toujours moins de précautions pour garantir les conditions de survie de l'espèce humaine. S'agissant du simple problème de l'eau, on peut dès à présent prévoir, qu'en France, nous allons vers une situation où les centrales atomiques, sous peine d'accident grave dans les réacteurs, vont rejeter dans les rivières des eaux radio-actives dangereuses pour la santé, où les industries vont faire de même avec toutes sortes de composés chimiques tuant la vie des cours d'eau, provoquant sur les côtes des "marées rouges, vertes ou jaunes" d'algues se développant de façon anarchique parce que bourrées de nitrates et de phosphates. Et dans l'eau des robinets, il y aura toujours plus de poisons : même si toute pollution s'arrêtait aujourd'hui, il faudrait des décennies pour que les nappes phréatiques retrouvent leur pureté d'origine. Et nous savons bien que l'eau ne constitue qu'une petite partie du problème...

Que la bourgeoisie réduise à la famine des milliards d'êtres humains, qu'elle soumette des centaines de millions de prolétaires à une exploitation toujours plus féroce, est le signe de la faillite historique du mode de production capitaliste. Mais qu'elle en soit aujourd'hui, sans rien pouvoir y faire, à créer les conditions de la disparition de l'humanité, et donc de sa propre disparition, en dit long sur le degré de pourrissement auquel la prolongation de cette faillite a conduit la société.

FM

REUNIFICATION DE L'ALLEMAGNE...

(SUITE DE LA PAGE 8)

vriers de l'Est avec leurs salaires actuels seront dans l'impossibilité d'acheter les biens de consommation en vente sur le marché. Déjà, la décision de l'Etat est-allemand de ne plus subventionner les produits alimentaires, mesure requise là-aussi par l'Ouest pour "assainir l'économie de l'Est", indique que cette libération des prix est à l'ordre du jour en RDA. L'introduction de nouvelles "normes" de productivité va constituer elle aussi une attaque d'envergure pour tous les ouvriers de l'Est.

A l'Ouest, les ouvriers n'ignorent pas non plus que la bourgeoisie va leur présenter une "facture salée" pour la réunification. La mise en concurrence avec les ouvriers de l'Est sur le marché du travail, non seulement va contribuer à diviser au maximum les prolétaires, mais va se traduire encore par une pression réelle de la bourgeoisie tant sur les salaires que sur l'emploi ou encore les mesures de protection sociale.

C'est déjà la situation qu'elle a pu instaurer avec l'arrivée des contingents des "nouveaux citoyens allemands". La bourgeoisie se prépare à demander aux ouvriers en RFA de sacrifier leurs intérêts au nom de "l'effort de solidarité nationale". C'est au nom des mêmes impératifs que la bourgeoisie augmentera bientôt les prélèvements de toutes sortes (impôts directs, cotisations sociales, régimes de retraite...), une fois passées les échéances électorales, dès 1991, et toutes les attaques anti-ouvrières multipliées qu'elle livrera. De plus, le gouvernement cherche déjà à diviser davantage la riposte ouvrière par des campagnes xénophobes, alors même qu'il prend des mesures visant à faire partir tous les ouvriers immigrés non-allemands et ultérieurement préparer leur expulsion du terri-

toire.

Les ouvriers sont prévenus : voilà les priorités que traite la bourgeoisie quand elle se préoccupe des conséquences de la réunification allemande.

La classe ouvrière n'a aucune illusion à se faire. Le seul avenir qu'on lui réserve à l'Est comme à l'Ouest, c'est une formidable accélération des attaques de la bourgeoisie, en Allemagne d'abord où on lui présente la "note de la réunification à payer", mais aussi partout ailleurs.

La classe ouvrière n'a pas d'autre issue que de résister à ces attaques sur son terrain de classe. Cette nécessité est d'autant plus impérieuse pour la classe ouvrière en Allemagne qu'elle représente les bataillons les plus puissants et les plus décisifs du prolétariat mondial, qu'elle doit aujourd'hui déjouer crucialement le piège des énormes campagnes démocratiques et nationalistes.

YD

(1) Faute de place, nous ne pouvons développer ici les problèmes considérables que cette domination sur l'Europe pose au reste de la bourgeoisie, notamment sur le plan militaire et stratégique. Cette question sera abordée dans un prochain journal.

(2) Ces chiffres donnent une proportion semblable (plus de 20 % de la population active au chômage) à celle qu'atteignait seulement l'Allemagne au pire moment de la dépression des années 30

QUELLES PERSPECTIVES POUR LA CLASSE OUVRIERE ?

■ Le 9 novembre dernier, le "mur de la honte" tombait à Berlin. Tous les médias exultaient. La célébration de la "victoire éclatante de la démocratie" battait son plein.

Trois mois après, le changement de décors est complet. Les illusions grisantes ont cédé le pas à une réalité amère. La population allemande déchantée à toute vitesse, à l'Est comme à l'Ouest. La bourgeoisie, internationalement, ne paivoise plus autant, loin de là. A l'enthousiasme des foules en délire, aux gigantesques manifestations de rue pour réclamer "l'unité de la nation", à l'assurance triomphante des médias succède partout l'inquiétude, l'anxiété.

Pourtant, la réunification de l'Allemagne tant promise est non seulement en marche, mais imminente. Elle sera probablement acquise d'ici la fin de l'année, voire quelques mois de moins. Tout le monde savait qu'avec la chute du mur de Berlin, symbole significatif de l'effondrement complet du bloc de l'Est, la réunification de l'Allemagne devenait inéluctable. La division purement artificielle de l'Allemagne, vaincue dans la guerre, ainsi que le statut du partage de Berlin, décidés par les alliés à l'issue des accords de Yalta en 1945, reposaient entièrement sur la logique d'un affrontement impérialiste entre l'Est et l'Ouest dont l'Allemagne constituait l'épicentre.

Aujourd'hui, cette réunification inévitable embarrasse tout le monde. Toutes les puissances avaient à peine le temps d'exprimer leurs intentions de repousser cette réunification aux calendes grecques : "le problème sera d'actualité dans 100 ans", déclarait tout de go Gorbatchev en novembre, "dans 10 ans", selon Bush. D'ailleurs, tous deux tombaient d'accord lors de leur "sommet de Malte", il y a deux mois à peine, pour reconnaître que "cette question n'était nullement à l'ordre du jour". Hormis la RFA, les Etats européens occidentaux de la CEE n'étaient pas en reste pour chercher à freiner des quatre fers le processus, d'une part, hantés par l'idée que la réunification allemande compromette et fasse voler en éclats la réalisation du projet européen de 92 si péniblement élaboré, d'autre part, rongés par les plus vives appréhensions devant l'hégémonie, la domination écrasante que prendrait une Allemagne unie sur l'Europe (1).

L'ACCELERATION DE LA SITUATION EN ALLEMAGNE

Les faits sont allés beaucoup plus vite que ne le prévoyaient tous les discours, tous les plans, tous les calculs. L'ampleur de la faillite en RDA a pris de court toute la bourgeoisie. C'est que la dégradation de la situation économique, continuant à s'accroître à une allure vertigineuse, et le tissu social éclatant maintenant de toutes parts en RDA, éclaboussent directement la RFA où les répercussions prennent une dimension catastrophique et provoquent une dangereuse et croissante instabilité pour l'Europe occidentale toute entière.

Quel tableau que celui offert par la RDA ! L'appareil d'Etat est devenu pratiquement incapable de fonctionner et part en lambeaux : le premier ministre "interimaire" Modrow n'apparaît pas lui-même comme un chef d'Etat mais comme un simple liquidateur de biens chargé de dresser pour l'Ouest le bilan de la banqueroute. Il a été contraint d'avancer au 18 mars la date des élections "démocratiques" initialement prévues pour le 6 mai, alors que son gouvernement, résidu du vieil appareil stalinien, a été obligé pour prétendre à une légitimité "provisoire", de faire appel à l'"union nationale" en faisant entrer en son sein pas moins de huit formations politiques, il y a peu de temps encore clandestines et considérées comme "hors-la-loi" ou constituées de toute fraîche date. Le manque de crédibilité de cet appareil d'Etat est tel qu'il s'est avéré inapte à pouvoir reconstituer son propre corps de police après la dissolution de la sinistre "Stasi".

La décomposition sociale en RDA est encore plus flagrante : alors que plus d'un million de personnes s'est rué hors du pays pour aller vivre en RFA depuis l'ouverture des frontières, l'exode massif de la population se poursuit à un rythme effréné : 2000 à 3000 personnes "passent" quotidiennement de RDA en RFA où, en un week-end, un ouvrier peut prétendre gagner presque autant qu'en un mois de travail à l'Est ! D'après les évaluations les plus récentes, plus de 4 millions sur les 16,5 millions d'encore résidents en RDA sont prêts à "partir" si la situation ne s'améliore pas sensiblement et rapidement. La paralysie s'ajoute à la banqueroute ouverte et gagne tous les secteurs de la vie économique et d'abord les usines où les ouvriers ne veulent plus rien produire du tout pour un salaire aussi dérisoire (en moyenne

3000 francs, soit moins de la moitié du salaire moyen à l'Ouest avec un pouvoir d'achat lamentable devant des magasins pratiquement vides).

A l'Ouest, les répercussions de cet afflux de population qui vient non seulement de RDA mais depuis des mois des autres pays de l'Est, deviennent de plus en plus dramatiques et immaîtrisables : la crise du logement déjà extrêmement aiguë en RFA auparavant (voir article dans RI n° 180) atteint un seuil plus que critique : à l'heure actuelle, "officiellement", les besoins manquants sont évalués à 600 000 logements. Cela signifie qu'au moins 2 millions de personnes, soit s'entassent dans des logements trop exigus, soit vivent dans des abris de fortune ou encore se retrouvent carrément dans la rue, sans toit. Un nombre de plus en plus important d'arrivants de RDA sont parqués massivement dans des camps hâtivement dressés où ils connaissent des conditions de vie pires que "de l'autre côté". En un mois, le taux de chômage en RFA (encore un des plus faibles pourtant d'Europe occidentale) a bondi de 7,2 % à 7,7 % de la population active, touchant officiellement plus de 2 millions d'ouvriers.

Face à un tel emballement de la situation, sous la pression d'une telle accumulation de problèmes politiques, économiques et sociaux explosifs, la bourgeoisie est contrainte de réagir non en fonction des simples intérêts économiques ou financiers de certaines de ses fractions mais selon des intérêts politiques plus larges qui ne peuvent qu'obéir à la logique d'intérêts impérialistes même si ces intérêts sont en contradiction ouverte avec des intérêts économiques ou financiers. Pour le capital national pris comme un tout, les intérêts et les appétits impérialistes de la nation transcendent la simple gestion de la comptabilité monétaire ou des taux de profit des entreprises.

Ainsi, le projet de réunification de l'Allemagne est-il inscrit dans le préambule toujours en vigueur de la Constitution de la RFA dès son origine, en 1949. La reconstitution de l'unité de la nation allemande a toujours été le thème de propagande favori depuis 40 ans de tous les partis politiques du pays. La RFA ne saurait y renoncer alors même que la RDA n'a pas d'autre choix que d'appeler "au secours" et d'appeler de ses vœux la bouée de la réunification.

De même, les USA et l'Europe ne peuvent en aucune manière s'opposer à cette réunification. Ce serait renier toute la politique du bloc occidental depuis 40 ans, pendant lesquels l'OTAN n'a cessé de proclamer son engagement à lutter pour la réunification de l'Allemagne. Impensable !

La bourgeoisie nulle part n'a le choix. Partout, elle est contrainte de courir après les événements.

UN PRODUIT DU POURRISEMENT GENERALISE DU CAPITALISME

C'est sous peine d'être emporté par le tourbillon d'une situation qu'il ne dominait pas que, le premier, Kohl a dû se résoudre à se faire "le champion" de la réunification allemande en accéléré, en brûlant les étapes d'une unification monétaire décisive entre les deux Allemagnes, étapes pourtant préconisées par le président de la puissante Bundesbank lui-même. Kohl et toutes les principales puissances mondiales sont contraints de calquer leur attitude sur la "politique réaliste" inaugurée par Gorbatchev qui, depuis l'automne dernier, c'est-à-dire depuis que le contrôle de la situation lui échappe totalement, est constamment réduit à faire semblant d'organiser les événements. L'attitude de Gorbatchev sur la question allemande ne déroge d'ailleurs nullement à cette règle, incapable d'agir sur la situation, comme lors de tous les bouleversements subis par la RDA depuis octobre, il "donne le feu vert" à la réunification allemande.

Les USA et l'Europe ont adopté le même comportement et lui emboîtent le pas : forcés d'admettre et d'entériner l'accélération du processus, ils donnent leur bénédiction et, puisque les événements exigent une réunification rapide, ils s'exclament : "il faut y aller et vite!". Chacun s'est résigné sans gaieté de coeur mais apparaît résolu à faire ce qu'il pourra dans la situation tout en cherchant à y ménager ses propres intérêts.

L'évolution rapide de la situation en Allemagne, les réactions de la bourgeoisie à ce sujet, ne sont que la manifestation d'un phénomène de fond qui affecte le monde capitaliste et que nous avons mis en évidence depuis plusieurs mois, lors de l'effondrement du bloc de l'Est et du stalinisme : le pour-

risement sur pied, la décomposition générale du monde capitaliste sous les coups de la crise. Dans ce cadre, émerge pourtant maintenant un élément nouveau d'une grande importance pour la période actuelle : pour la première fois, l'onde de choc de l'effondrement du bloc de l'Est se répercute directement à l'Ouest et pas n'importe où, puisque cette onde de choc, après s'être propagée partout à l'Est atteint de plein fouet aujourd'hui en retour le coeur de l'Europe et même la principale puissance européenne, la RFA, qui est aussi la troisième puissance économique mondiale et, de très loin, la première en Europe.

VERS DES TENSIONS ET UNE INSTABILITE TOUJOURS PLUS IMPORTANTES ET DES ATTAQUES ANTI-OUVRIERES TOUJOURS PLUS FORTES

L'avenir ne s'annonce guère serein pour la bourgeoisie ouest-allemande. Certes, la réunification allemande peut bénéficier à certaines entreprises, à certains secteurs économiques ou industriels particuliers de RFA ou même de l'Europe, mais la RFA devra payer cet héritage au prix fort. Le cadeau est bel et bien empoisonné.

Il représente d'abord pour la RFA un énorme gouffre financier qui explique les réticences du président de la Bundesbank au plan Kohl d'union monétaire. Les modalités concrètes de l'unification monétaire ne sont pas connues à l'heure actuelle mais elle ne peut guère s'effectuer qu'à parité égale ou à "1 contre 2" (puisque officiellement le mark-est "vaut" la moitié du Deutschemark) sous peine d'une disparité d'embliée insurmontable entre les deux Allemagnes, même si en réalité au marché noir, la parité oscillait entre "5 contre 1" et "10 contre 1". De toutes façons, "l'échange" s'effectuera en pure perte pour la RFA puisque le mark est-allemand, déjà considéré comme de la monnaie de singe, n'aura plus cours. Et l'Est engloutira à coup sûr des centaines de milliards de marks (vraisemblablement autour de mille milliards de francs). De plus, l'économie ouest-allemande devra éponger l'endettement farouche de la RDA actuellement évalué à plus de 20 milliards de dollars, soit plus de 100 milliards de francs.

Quant au projet de relever l'économie est-allemande en faillite, il s'annonce plus que périlleux, puisque la RFA se voit obligée de se lancer dans des investissements colossaux à fonds perdus ou étalés sur un long terme des plus incertains tout en devant profondément remodeler l'infrastructure non-compétitive de l'Est (l'économie de la RDA est actuellement 10 fois moins compétitive que celle de la RFA) et remplacer le matériel et les équipements pour la plupart complètement obsolètes. La bourgeoisie ouest-allemande pourra toujours essayer de se rattraper en payant moins cher sa main-d'oeuvre à l'Est mais sa marge de manoeuvre est très étroite car elle prendrait alors l'énorme risque d'agir en pure perte et les ouvriers continueront d'affluer en RFA où ils seraient mieux payés. Quant à la relance de la consommation dont la RFA prétend tirer de si grands bénéfices, elle ne peut rester que fort modeste étant donné le degré de pauvreté des ouvriers à l'Est.

En tout état de cause, les seuls effets monétaires avérés de la réunification seront que la banque fédérale pour financer l'union monétaire autour du Deutschemark sera obligée de faire fonctionner largement la planche à billets avec les dangers que cela comporte d'un dérapage inflationniste très important. De fait, le mark jusqu'ici monnaie forte de l'Europe, court également l'énorme risque de se retrouver déstabilisé, ne pouvant alors que dérégler le fragile équilibre du système monétaire international. Autre conséquence prévisible du financement de la RDA par la RFA, l'effondrement de l'épargne qui ne peut qu'affecter en retour la situation économique du pays.

Pour la classe ouvrière, les choses sont claires : les conséquences les plus directes à l'Est sautent aux yeux. L'adoption d'une "économie de libre concurrence" va se traduire par l'irruption d'un chômage massif. Dans l'état actuel, le "programme d'assainissement" de l'économie est-allemande concocté par la RFA prévoit d'ores et déjà la bagatelle de 2 millions d'ouvriers de l'Est au chômage (c'est-à-dire l'équivalent de 7 millions de chômeurs en France) (2).

Par ailleurs, le réajustement de la monnaie va provoquer une politique de "vérité des prix" telle que la plupart des ou-

(SUITE PAGE 7)

Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne. Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : **socialisme ou barbarie**.

- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

- Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"autogestion

ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

- Tous les soi-disant "partis ouvriers", "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes, sont la gauche de l'appareil politique du capital.

- Dans le capitalisme décadent, le Parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts uniques"

entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "luttres de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le mot d'ordre de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompus.

- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.